

**SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET  
D'ETAT AU 30 JUIN 2018**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

\_\_\_\_\_  
**SECRETARIAT GENERAL**  
\_\_\_\_\_

**REPUBLIQUE DU MALI**  
**Un Peuple - Un But - Une Foi**

**RAPPORT PROVISOIRE SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION  
DU BUDGET D'ÉTAT AU 30 JUIN 2018**

## I. INTRODUCTION

Au premier semestre 2018, l'exécution du budget d'Etat s'est effectuée dans un contexte marqué par le raffermissement de l'activité économique au niveau international, en raison de la poursuite de la dynamique de croissance enclenchée en 2017 aux Etats Unis, en Europe et en Asie. Toutefois, cette dynamique d'expansion se révèle moins égale et fragile, avec une révision à la baisse des prévisions de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume Uni par rapport aux prévisions d'avril 2018. Les principales raisons de cette vulnérabilité résident dans les tensions financières et commerciales croissantes ainsi que des facteurs non économiques tels que l'incertitude politique dans le contexte d'élections qui prévaut dans plusieurs pays. La croissance mondiale devrait passer de 3,7% en 2017 à 3,9% en 2018<sup>1</sup>.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance du PIB est projeté à 4,9%. Toutefois, les perspectives varient d'un pays à un autre, en fonction de leur capacité d'adaptation aux phénomènes extérieurs (hausse des prix du pétrole, appréciation du dollar, tensions commerciales, conflits géopolitiques etc.)<sup>1</sup>.

Dans la zone UEMOA, les perspectives macroéconomiques de juin 2018 projettent un taux de croissance de 6,8%, soit une légère hausse par rapport à 2017 (6,6%). Quant au niveau général des prix à la consommation, il devrait augmenter et s'établir à 1,9%.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques s'annoncent moins favorables en 2018 par rapport à 2017. La projection du taux de croissance est de 5,1%, soit un recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2017. La variation des prix à la consommation en fin de période 2018 devrait augmenter de 0,9 point de pourcentage et atteindre (2,0%)<sup>2</sup>. En matière de fiscalité, l'accroissement des cours du pétrole devrait entraîner une baisse de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) ; le mécanisme actuel ne prévoyant pas une répercussion intégrale des variations des cours du pétrole aux prix à la pompe.

Sur le plan budgétaire, les ressources de la loi de finances, sans les recettes des budgets annexes ont été réalisées au 30 juin 2018 à hauteur de **834,820 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle nette de **2 248,548 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **37,13%**.

Quant aux charges, elles ont été exécutées, à hauteur de **875,274 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle de **2 679,361 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **32,67%**.

Ces charges sont réparties entre cent quarante-huit (148) programmes, trois cents trente-neuf (339) actions, quatre cents soixante-dix-sept (477) objectifs et mille quatre-vingt-un (1081) indicateurs.

---

<sup>1</sup> Source : Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2018, Fonds Monétaire International ;

<sup>2</sup> Source : Revue FEC, juin 2018, Ministère de l'Economie et des Finances et Fonds Monétaire International ;

## II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources inscrites au budget d'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

La situation de recouvrement des ressources de l'Etat se présentent au 30 juin 2018 comme suit :

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat, sans les recettes des Budgets annexes.

	Objectif annuel initial 2018 (en milliards de FCFA)			Réalizations au 30/06/2018 (en milliards de FCFA)			Taux de réalisation/objectif annuel en %		
	Recettes budgétaires (1)	Ressources de trésorerie (2)	Total (3) = (1) + (2)	Recettes budgétaires (4)	Ressources de trésorerie (5)	Total (6) = (4) + (5)	Recettes budgétaires (7) = [(4)/(1)]*100	Ressources de trésorerie (8) = [(5)/(2)]*100	Total (9) = [(6)/(3)]*100
<b>RESSOURCES REALISEES PAR LES SERVICES D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT</b>									
DGD	616,387	-	616,387	261,895	-	261,895	42,49%		42,49%
DGI	808,529	-	808,529	369,790	-	369,790	45,74%		45,74%
DNTCP	32,863	14,160	47,023	16,242	1,452	17,694	49,42%	10,25%	37,63%
DND	243,161	10,178	253,339	33,158	1,958	35,117	13,64%	19,24%	13,86%
DGABE	-	6,000	6,000	-	-	-		0,00%	0,00%
DGDP	-	10,371	10,371	-	4,028	4,028		38,84%	38,84%
<b>TOTAL DES RESSOURCES / SERVICES</b>	<b>1 700,940</b>	<b>40,709</b>	<b>1 741,649</b>	<b>681,085</b>	<b>7,438</b>	<b>688,524</b>	<b>40,04%</b>	<b>18,27%</b>	<b>39,53%</b>
<b>RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>116,613</b>	<b>-</b>	<b>116,613</b>	<b>14,839</b>	<b>-</b>	<b>14,839</b>	<b>12,72%</b>		<b>12,72%</b>
<b>APPUI BUDGETAIRES</b>									
ABS	7,391	-	7,391	3,375	-	3,375	45,66%		45,66%
ABG (DONS)	26,200	-	26,200	-	-	-	0,00%		0,00%
ABG (PRETS)		87,700	87,700	-	57,252	57,252		65,28%	65,28%
<b>TOTAL APPUI BUDGETAIRES</b>	<b>33,591</b>	<b>87,700</b>	<b>121,291</b>	<b>3,375</b>	<b>57,252</b>	<b>60,627</b>	<b>10,05%</b>	<b>65,28%</b>	<b>49,98%</b>
<b>PRODUITS DES DONS PROJETS (BSI FIN. EXT.)</b>	<b>80,972</b>	<b>-</b>	<b>80,972</b>	<b>21,826</b>	<b>-</b>	<b>21,826</b>	<b>26,95%</b>		<b>26,95%</b>
<b>PRODUITS DES EMPRUNTS PROJETS (BSI FIN. EXT.)</b>	<b>-</b>	<b>169,028</b>	<b>169,028</b>	<b>-</b>	<b>35,504</b>	<b>35,504</b>		<b>21,00%</b>	<b>21,00%</b>
<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>									
RESSOURCES PPTE	18,995	-	18,995	13,500	-	13,500	71,07%		71,07%
<b>TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>18,995</b>	<b>-</b>	<b>18,995</b>	<b>13,500</b>	<b>-</b>	<b>13,500</b>	<b>71,07%</b>		<b>71,07%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 951,111</b>	<b>297,437</b>	<b>2 248,548</b>	<b>734,625</b>	<b>100,194</b>	<b>834,820</b>	<b>37,65%</b>	<b>33,69%</b>	<b>37,13%</b>

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, juin 2018.

Au 30 juin 2018, les recettes budgétaires ont été réalisées à hauteur de 37,65% tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à 33,69%. Environ **92,71%** des recettes budgétaires ont été réalisés par les services d'assiette et de recouvrement. Par ailleurs, plus de la moitié des ressources de trésorerie est constituée des tirages d'emprunts au titre de l'Appui budgétaire général.

## 2.1. RECETTES BUDGETAIRES

Sur une prévision annuelle nette<sup>3</sup> de **1 951,111 milliards de FCFA**, sans les recettes des budgets annexes, les recouvrements de recettes budgétaires au 30 juin 2018 se sont chiffrés à **734,625 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **37,65%**.

### 2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement

Les recettes budgétaires recouvrées par les services d'assiette et de recouvrement se chiffrent, au 30 juin 2018, à **681,085 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle nette, de **1 700,940 milliards de FCFA**. Ce montant correspond à un taux de réalisation de **40,04%** par rapport aux prévisions.

### 2.1.2. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans la loi de Finances 2018 pour les comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à **116,613 milliards de FCFA**.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

**Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.**

LIBELLES	(En milliards de FCFA)			
	PREVISIONS PLF 2018 (1)	REALISATIONS AU 30/06/2018 (2)	ECARTS (3) = (2) - (1)	TAUX DE REALISATION en % (4) = [(2)/(1)]*100
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,515		- 0,515	0,00
Fonds d'appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	1,264	0,210	- 1,054	16,63
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPF)	1,021	0,296	- 0,725	28,98
Fonds d'Aménagement et de Protection de la faune (FAPF)	0,279		- 0,279	0,00
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant	0,800		- 0,800	0,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	0,350	0,125	- 0,225	35,71
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000		- 5,000	0,00
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2,617		- 2,617	0,00
Fonds de remboursement de Crédits de TVA	61,786	14,208	- 47,578	23,00
Fonds National pour le Développement de la Statistique	2,981		- 2,981	0,00
Fonds de Développement Durable	40,000		- 40,000	0,00
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>116,613</b>	<b>14,839</b>	<b>- 101,774</b>	<b>12,73</b>

Source : DNTCP, juin 2018.

Il ressort de la lecture du tableau 2 que le montant des recettes mobilisées à la date du 30 juin 2018 s'élèvent à **14,839 milliards de FCFA** dont **14,208 milliards de FCFA** réalisés par le Fonds de remboursement de crédits de TVA ; soit un taux de réalisation de **12,73%** par rapport à l'objectif annuel. Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds pour le financement de la recherche, de la formation et la promotion des activités minières, soit **35,71%** des prévisions.

<sup>3</sup> La valeur nette des prévisions de recettes est égale à la valeur brute moins les crédits de TVA.

### 2.1.3. Mobilisation des appuis budgétaires

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Pour l'exercice budgétaire 2018, il est prévu de mobiliser **33,591 milliards de FCFA** au titre de ces appuis.

Les ressources inscrites dans la loi de Finances 2018 au titre des dons de l'ABG, s'élèvent à **26,200 milliards de FCFA**, constituées uniquement des dons de l'Union Européenne.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent à **7,391 milliards de FCFA** dans la loi de Finances 2018. Elles sont constituées :

- de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur **4,946 milliards de FCFA** ;
- de l'ABS du Canada en faveur de la Santé pour **1,576 milliard de FCFA** et de l'éducation pour **869 millions de FCFA**.

En termes de réalisation, les décaissements effectués par les partenaires techniques et financiers se chiffrent à **3,375 milliards de FCFA** pour un objectif à fin juin du même montant soit un taux de réalisation semestriel de **100%** et annuel de **45,66%**. Ces décaissements ont été effectués par le Canada au titre de l'ABS.

A la date du 30 juin 2018, aucun décaissement n'a été réalisé au titre des dons de l'ABG.

### 2.1.4. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2018, des crédits d'un montant de **80,972 milliards de FCFA** ont été inscrits au budget d'Etat, au titre des dons projets et legs.

Sur ce montant, **21,826 milliards de FCFA** ont été réalisés au 30 juin 2018, soit un taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel de **26,95%**.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

**Tableau 3. Répartition des dons projets mobilisés au 30 juin 2018 par ministère.**

(En milliards de FCFA)

MINISTERES	Etat d'exécution cumulée au 30 juin 2018
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1,144
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	-
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1,355
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	8,249
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	0,179
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	-
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1,968
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	7,325
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-
MINISTERE DU COMMERCE	0,372
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1,208
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0,026
<b>TOTAL</b>	<b>21,826</b>

Source : DNP, juin 2018.

Il ressort du tableau 3 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets ont été enregistrés au niveau des ministères de l'agriculture, de l'énergie et de l'eau.

### 2.1.5. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions de recettes exceptionnelles dans la loi de Finances 2018 se chiffrent à **18,995 milliards de FCFA**. Elles sont constituées uniquement de recettes de remise et d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTE<sup>4</sup>.

Leurs réalisations au 30 juin 2018 s'élèvent à **13,500 milliards de FCFA**, soit un taux de **71,07%** par rapport à l'objectif annuel.

## 2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des emprunts obligataires et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction nationale des Domaines (DND), la Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique.

De manière globale, les prévisions de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du 1<sup>er</sup> semestre, à hauteur de **33,69%**, soit un montant recouvré de **100,194 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle de **297,437 milliards de FCFA**.

Le tableau 5 présente la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 juin 2018 par rapport aux objectifs annuels.

**Tableau 4. Situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 juin 2018.**

RESSOURCES	(En milliards de FCFA)			TAUX DE REALISATION en % (4) = [(2)/(1)]*100
	PREVISIONS PLF 2018 (1)	REALISATIONS AU 30/06/2018 (2)	ECART (3) = (2) - (1)	
Produits provenant de la cession des actifs	16,178	1,958	- 14,220	12,11
<i>Aliénations du domaine mobilier et immobilier</i>	10,178	1,958	- 8,220	
<i>Recettes de privatisation</i>	6,000	-	- 6,000	
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	256,728	92,756	- 163,972	36,13
<i>Produits des emprunts projets</i>	169,028	35,504	- 133,524	
<i>Produits des emprunts programmes</i>	87,700	57,252	- 30,448	
Dépôts sur les comptes des correspondants	14,160	1,452	- 12,708	10,25
Remboursement de prêts et avances	10,371	4,028	- 6,343	38,84
<b>TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>297,437</b>	<b>100,194</b>	<b>- 197,243</b>	<b>33,69</b>

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, juin 2018.

Il ressort de la lecture du tableau 5 qu'au 30 juin 2018, les réalisations au titre des produits de cessions des actifs se sont élevées à **1,958 milliard de FCFA**, sur une prévision semestrielle de **4,868 milliards de FCFA**, dégageant ainsi un gap de **(2,910 milliards de FCFA)**. Ces recettes se répartissent entre les recettes d'aliénations d'immeubles et titres fonciers réalisées par la Direction nationale des Domaines pour **1,694 milliard de FCFA** et les recettes issues des réformes de matières et matériels effectuées par la Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat et versées aux guichets de la Direction nationale des Domaines pour **265 millions de FCFA**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation de ces produits s'élève à **12,11%**.

<sup>4</sup> PPTE : Pays Pauvres Très Endettés.

Sur la même période, les recouvrements sur les remboursements des prêts et avances se sont chiffrés à **4,028 milliards de FCFA**, sur une prévision semestrielle de **5,220 milliards de FCFA**. Le gap s'élève à **(1,192 milliards de FCFA)**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de recouvrement des prêts et avances s'élève à **38,84%**.

Les dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor, au 30 juin 2018, s'élèvent à **1,452 milliard de FCFA**, sur une prévision semestrielle de **3,540 milliards de FCFA**, soit un écart de réalisation de **2,088 milliards de FCFA**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation de ces ressources s'élève à **10,25%**.

Enfin, au titre des produits des emprunts à court, moyen et long termes, il a été enregistré, au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018, un décaissement de **92,756 milliards de FCFA**. Ce montant se répartit entre les produits des emprunts programmes pour **57,252 milliards de FCFA** et ceux des emprunts projets inscrits au BSI pour **35,504 milliards de FCFA**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation de ces produits s'élève à **35,13%**.

Le détail des réalisations au titre des produits des emprunts projets se présente comme suit :

**Tableau 5. Répartition des produits des emprunts projets mobilisés au 30 juin 2018 par ministère.**

(En milliards de FCFA)

MINISTERES	Etat d'exécution cumulée au 30 juin 2018
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	-
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	6,500
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4,974
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	14,858
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	2,324
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	-
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0,825
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	6,023
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-
MINISTERE DU COMMERCE	-
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	-
<b>TOTAL</b>	<b>35,504</b>

**Source : DNP, juin 2018.**

Il apparaît dans le tableau 4 qu'à l'instar des dons projets, les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés au niveau des départements de l'agriculture, de l'énergie et de l'eau.

En termes de perspectives pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, **9,554 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie sont attendues. Ces ressources sont ainsi réparties :

- Produits de cessions des actifs : **2,579 milliards de FCFA ;**
- Remboursements des prêts et avances : **3,435 milliards de FCFA ;**
- Dépôts sur les comptes des Correspondants : **3,540 milliards de FCFA.**

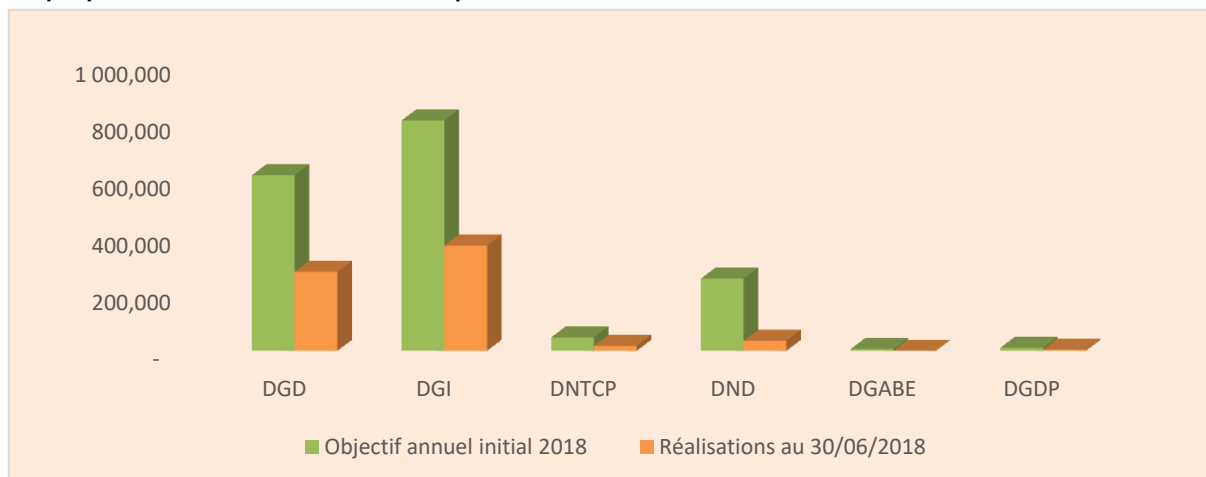


### 2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE

Prévues à hauteur de **1 741,649 milliards de FCFA** en valeur nette<sup>5</sup>, les réalisations des services d'assiette et de recouvrement se chiffrent à **688,524 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **39,53%**. Ces recouvrements représentent **82,48%** du total des recettes recouvrées. En sus des **681,085 milliards de FCFA** de recettes budgétaires sus-indiquées (Cf. *supra point 2.1.1*), elles intègrent **7,438 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie correspondant aux dépôts sur les comptes des correspondants et aux produits de cessions d'actifs.

La situation des recouvrements par service ainsi que leurs parts dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

**Graphique 1. Situation des recouvrements par service au 30/06/2018.**

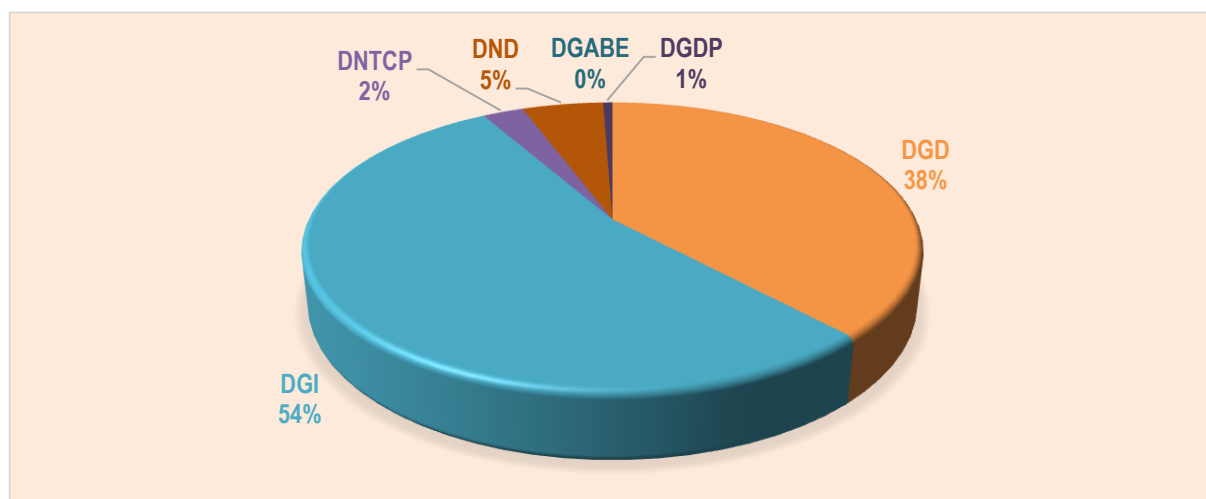


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, juin 2018.

Il apparaît dans le graphique 1 que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction générale des Impôts, suivie par la Direction générale des Douanes.

Il en est de même pour leurs parts dans le total des ressources mobilisées au 30 juin 2018 qui s'élevaient respectivement à **54%** et **38%**, comme schématisées dans le graphique 2.

**Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources mobilisées au 30/06/2018.**



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, juin 2018.

<sup>5</sup> La valeur nette des prévisions de ressources est égale à la valeur brute nette des crédits de TVA

## DIRECTION GENERALE DES DOUANES

### A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2018, les prévisions de recouvrement des recettes budgétaires douanières ont été fixées dans la loi de Finances à **641,100 milliards FCFA** dont **209,100 milliards FCFA** sur les produits pétroliers et **432 milliards FCFA** sur les autres marchandises. A titre de rappel, les prévisions de recettes budgétaires de la Direction générale des Douanes (DGD) en 2017, étaient de **586,591 milliards de FCFA**, soit une hausse de **9,3%**.

### B. Réalisations des recettes douanières au 30 juin 2018

Tableau 6. Etat de réalisation des recettes douanières au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2018.

(En milliards de FCFA)

Bureaux	Janvier	Février	Mars	Total 1 <sup>er</sup> trimestre 2018	Avril	Mai	Juin	Total 2 <sup>ème</sup> trimestre 2018	Cumul 1 <sup>er</sup> semestre 2018	Cumul 1 <sup>er</sup> semestre 2017	Ecart par rapport à 2017	MOY/MOIS	PREV- 2018	
PP <sup>6</sup>	Réalisations	12,341	12,996	15,999	41,336	10,210	14,298	2,317	26,825	68,161	89,555	-21,394	11,360	209,100
	Prévisions	16,728	16,728	16,728	50,184	17,774	18,192	18,192	54,158	104,342	107,500	-3,158	17,390	
	Ecart	-4,387	-3,732	-0,729	-8,848	-7,564	-3,894	-15,875	-27,333	-36,181	-17,945	-18,236	-6,030	
	Couverture en %	73,77	77,69	95,64	247,11	57,44	78,59	12,74	49,53	65,32	83,31			
PNP <sup>7</sup>	Réalisations	33,497	32,244	40,018	105,759	35,241	34,856	17,879	87,976	193,735	187,391	6,344	32,289	432,000
	Prévisions	34,502	35,570	36,024	106,096	36,798	36,617	36,871	110,286	216,382	170,715	45,667	36,064	
	Ecart	-1,005	-3,326	3,994	-0,337	-1,557	-1,761	-18,992	-22,310	-22,647	16,676	-39,323	-3,775	
	Couverture en %	97,09	90,65	111,09	298,82	95,77	95,19	48,49	79,77	89,53	109,77			
TOTAL	Réalisations	45,838	45,240	56,017	147,095	45,450	49,154	20,196	114,800	261,895	276,946	-15,051	43,649	641,100
	Prévisions	51,230	52,298	52,752	156,280	54,572	54,809	55,063	164,444	320,724	278,000	42,724	53,454	
	Ecart	-5,392	-7,058	3,265	-9,185	-9,122	-5,655	-34,867	-49,644	-58,829	-1,054	-57,775	-9,805	
	Couverture en %	89,47	86,50	106,19	94,12	83,28	89,68	36,68	69,81	81,66	99,62			

Source : DGD, juin 2018.

Suite à une évolution moins favorable que prévue de la conjoncture nationale et internationale, les recettes douanières cumulées au 30 juin 2018 restent inférieures aux prévisions. Ainsi, la Direction générale des Douanes a bouclé le semestre avec un gap de **(58,829 milliards FCFA)**, soit des réalisations de recettes cumulées de **261,895 milliards FCFA** pour des prévisions semestrielles de **320,724 milliards FCFA**.

La répartition par groupe de produits est la suivante.

#### a. Recettes issues des produits pétroliers

Il ressort de la lecture du tableau 6 que, sur une prévision de **104,342 milliards de FCFA** au 30 juin 2018, il a été réalisé sur les produits pétroliers, la somme de **68,161 milliards de FCFA**, correspondant à un taux de réalisation de **65,32%** ou un gap de **(36,181 milliards de FCFA)**.

<sup>6</sup> PP : produits pétroliers.

<sup>7</sup> PNP : produits non pétroliers.

## b. Recettes issues des produits non pétroliers

A partir du tableau 6, nous constatons que, sur une prévision de **216,382 milliards de FCFA** au 30 juin 2018, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de **193,735 milliards de FCFA** ; ce qui représente un taux de réalisation de **89,53%** ou un gap de **(22,647 milliards de FCFA)**.

En effet, au fur et à mesure de l'approche de la date des élections, les opérateurs économiques deviennent de plus en plus réticents à importer. Le phénomène a été couplé avec les grèves au Burkina Faso et la réticence à l'application des charges à l'essieu sur l'axe Dakar-Bamako. Ce constat est autant valable pour les produits non pétroliers que pour les produits pétroliers.

Tel que prévu, le cours du pétrole a poursuivi son ascension. Cette tendance haussière des prix fournisseurs des produits pétroliers a occasionné une dégradation continue des prélèvements fiscaux sur ces produits car, le mécanisme actuel de fixation des prix ne prévoit pas une répercussion intégrale des variations des cours du pétrole sur les prix à la pompe.

Il en résulte le transfert des importations de produits pétroliers sur l'axe du Niger au détriment des axes traditionnels.

En conséquence et malgré les efforts déployés par la Direction générale des Douanes, le gap de recouvrement s'est accru en juin contrairement aux attentes.

## C. Perspectives de recouvrement pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2018

Les perspectives de recouvrement de recettes par la DGD pour le deuxième semestre sont présentées dans le tableau 7.

Tableau 7. Prévisions de recouvrement pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2018.

(En milliards de FCFA)

Bureaux		Cumul 1er semestre 2018	Juillet	Août	Septembre	Total 3 <sup>ème</sup> trimestre 2018	Octobre	Novembre	Décembre	Total 4 <sup>ème</sup> trimestre 2018	Cumul 2 <sup>ème</sup> semestre 2018	MOY/MOIS	PREV-2018
PP	Réalisations	68,161											209,100
	Prévisions	104,342	29,974	29,974	29,973	89,921	17,146	17,146	16,728	51,020	140,941	23,490	
	Ecarts	-36,181											
	Couverture en %	65,32											
PNP	Réalisations	193,735											432,000
	Prévisions	216,382	42,758	42,758	42,758	128,274	36,348	37,002	36,642	109,992	238,266	39,711	
	Ecarts	-22,647											
	Couverture en %	89,53											
TOTAL	Réalisations	261,895											641,100
	Prévisions	320,724	72,732	72,732	72,731	218,195	53,494	54,148	53,370	161,012	379,207	63,201	
	Ecarts	-58,829											
	Couverture en %	81,66											

Source : DGD, juin 2018.

Objectivement, l'idéal est de programmer l'absorption du gap sur tout le second semestre 2018, c'est-à-dire de juillet à décembre 2018. Ainsi, les prévisions de recouvrement de la Direction générale des Douanes pour le 2<sup>nd</sup> semestre 2018 sont globalement fixées à **379,207 milliards de FCFA**, dont **140,941 milliards de FCFA** sur les produits pétroliers et **238,266 milliards de FCFA** sur les autres marchandises.

En décidant de rattraper le gap au plus tard le 30 septembre 2018, la Direction générale des Douanes a arrêté le planning de recouvrement ci-après :

- en juillet, les prévisions ont été ajustées à **72,732 milliards de FCFA**, contre **53,146 milliards de FCFA** initialement prévus ;
- en août, les prévisions ont été ajustées à **72,732 milliards de FCFA**, contre **52,071 milliards de FCFA** initialement prévus ;
- en septembre, les prévisions ont été ajustées **72,731 milliards de FCFA**, contre **54,147 milliards de FCFA** initialement prévus.

Le respect intégral du planning ci-dessus indiqué permettra à la Direction générale des Douanes d'atteindre ses objectifs annuels, conformément au plan de recouvrement prévu dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) au dernier trimestre 2018.

#### **D. Mesures d'accompagnement**

Afin d'atteindre ses objectifs de recettes au compte de l'année 2018, fixés à 641,100 milliards de FCFA, en absorbant au plus tard le 30 septembre le gap enregistré à fin juin 2018, la Direction générale des Douanes a pris les dispositions qui s'imposent, notamment. Ces mesures sont ci-dessous présentées.

##### **- Renforcement du contrôle interne :**

Le renforcement du contrôle interne, dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des marchandises, permettra aussi d'améliorer les recouvrements au niveau des bureaux de dédouanement. Il s'agit de l'apurement systématique des titres (T1) et des manifestes.

##### **- Renforcement de l'exploitation des résultats du scanning :**

La Direction générale des Douanes envisage de poursuivre le renforcement de l'exploitation des résultats du scanning.

##### **- Contrôle rigoureux des certificats d'origine :**

La Direction générale des Douanes procèdera également au contrôle rigoureux des certificats d'origine relatifs aux produits communautaires, surtout après l'élargissement des pays concernés.

##### **- Redynamisation de l'opération « base vie » :**

La redynamisation de l'opération « base vie » permettra d'obtenir un meilleur maillage du territoire national. Elle permettra en outre de juguler fortement, non seulement la fraude sur les versants guinéens et mauritaniens, mais aussi d'endiguer le ravitaillement frauduleux du pays par les régions du nord.

##### **- Maitrise des exonérations :**

Il s'agit de procéder à un meilleur suivi des exonérations, particulièrement de leur destination. L'octroi d'exonérations exceptionnelles sera revu à la baisse pour ne prendre en compte que celles qui sont indispensables.

L'application des mesures tendant à réduire les exonérations tarde à se mettre en place. L'effet attendu de leur mise en œuvre effective est une réduction des recettes du Bureau des Exonérations et des Maliens de l'Extérieurs (BEMEX). Le BEMEX a fait en moyenne des recouvrements mensuels de 243,7 millions de FCFA en 2017.

- **Renforcement du contrôle après dédouanement** :

Le renforcement du contrôle après dédouanement assurera un meilleur suivi de la prise en charge des marchandises dans les bureaux de dédouanement.

- **Lutte contre la fraude et la criminalité transfrontalière** :

La lutte contre la fraude et la criminalité transfrontalière se poursuivra par l'équipement des Brigades Mobiles d'Intervention (BMI) pour qu'elles soient plus efficaces.

La mise en œuvre des mesures ci-dessus produira comme effet direct, l'amélioration des recouvrements de la Direction générale des Douanes, qui tient au strict respect de ses dispositions. Elle tient au strict respect de ce planning. Pour y parvenir, elle compte, comme d'habitude, sur l'engagement individuel et collectif de tout son personnel.

La mise en œuvre diligente de la loi sur les exonérations viendra consolider les dispositions prises par la Direction générale des Douanes.

## DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Les objectifs de recettes assignés à la Direction générale des Impôts (DGI) pour le premier semestre 2018 s'élèvent à **423,755 milliards de FCFA**.

### A. Analyse générale

Le tableau 8 résume la situation des recouvrements par grandes masses par rapport aux prévisions au 30 juin 2018.

*Tableau 8. Situation des réalisations par nature d'impôt.*

DESIGNATION DES IMPÔTS	EXERCICE 2017			EXERCICE 2018		
	Prévisions au 30 juin (en milliards de FCFA)	Réalisations au 30 juin (en milliards de FCFA)	Taux de réalisation en %	Prévisions au 30 juin (en milliards de FCFA)	Réalisations au 30 juin (en milliards de FCFA)	Taux de réalisation en %
Impôts Directs	225,030	223,858	99,48	237,789	221,071	92,97
Impôts Indirects	158,773	153,135	96,45	174,364	133,317	76,46
Enregistrements et Timbre	11,196	17,716	158,24	11,602	15,402	132,75
<b>TOTAL</b>	<b>394,999</b>	<b>394,709</b>	<b>99,93</b>	<b>423,755</b>	<b>369,790<sup>8</sup></b>	<b>87,27</b>

*Source : DGI, juin 2018.*

Sur les objectifs de recettes assignés à la DGI, les réalisations totales au 30 juin 2018 se sont chiffrées à **369,790 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **87,27%** ou un gap de **(53,965 milliards de FCFA)**. Ces réalisations sont inférieures à celles du deuxième trimestre 2017 qui s'élevaient à **394,709 milliards de FCFA** sur une prévision de **394,999 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **99,93%**.

### B. Analyse comparative

#### a. Analyse comparative par rapport au premier semestre de 2017

Le tableau 8 résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses par rapport à l'année 2017.

*Tableau 9. Réalisations au 1<sup>er</sup> semestre 2017 et 2018.*

(En milliards de FCFA)

DESIGNATION DES IMPOTS	IMPOTS DIRECTS	IMPOTS INDIRECTS	ENREGISTREMENTS ET TIMBRE	TOTAL
1 <sup>er</sup> semestre 2017	223,858	153,135	17,716	394,709
1 <sup>er</sup> semestre 2018	221,071	133,317	15,402	369,790
Ecart	- 2,787	- 19,818	- 2,314	- 24,919

*Source : DGI, juin 2018.*

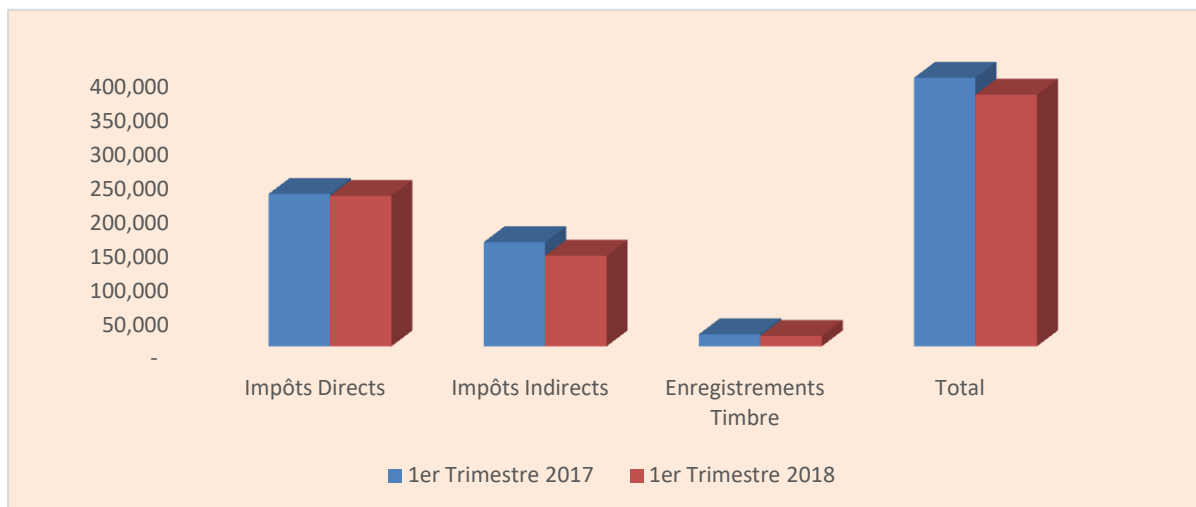
De l'examen du tableau 9, il ressort qu'au 30 juin 2018, les réalisations de 2018 sont inférieures à celles de 2017 à la même période pour toutes les rubriques. Les gaps enregistrés s'élèvent à :

- **(2,787 milliards de FCFA)** pour les impôts directs, soit une baisse de **1,24%** ;
- **(19,818 milliards de FCFA)** pour les impôts indirects, soit une régression de **12,94%** ;
- **(2,314 milliards de FCFA)** pour les droits d'enregistrements et de timbre, soit une baisse de **13,06%**.

<sup>8</sup> Le montant des réalisations de recettes par la DGI au 30 juin 2018 communiqué dans ce document est légèrement différent de celui du TOFE sur la même période. En effet, la situation du TOFE est provisoire tandis que celle fournie dans ce rapport provient de la comptabilité des recettes.

Le graphique 3 résume la situation comparative semestrielle par grandes masses pour les exercices 2017 et 2018.

**Graphique 3. Histogramme comparatif des réalisations au 1<sup>er</sup> semestre 2017 et 2018 en grandes masses.**



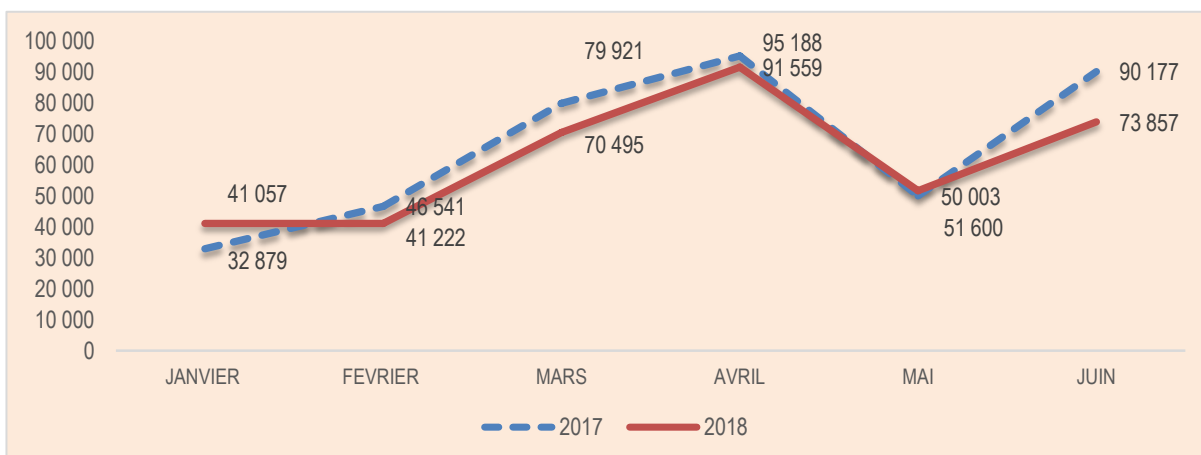
Source : DGI, juin 2018.

L'analyse de ce graphique illustre également une baisse générale au niveau des impôts directs, des impôts indirects et des droits d'enregistrements et de timbre par rapport à 2017.

### b. Évolution mensuelle des recettes par rapport à 2017

Le graphique 4 donne l'évolution des recettes mensuelles de la DGI au premier semestre 2017 et 2018.

**Graphique 4. Evolution comparative des recettes mensuelles de janvier à juin 2018.**



Source : DGI, juin 2018.

De l'analyse du graphique 4, il ressort que les réalisations de janvier et mai 2018 sont supérieures à celles de 2017 tandis que celles de février, mars, avril et juin 2018 sont inférieures à celles de 2017. L'écart le plus important est relevé au niveau des mois de juin sur les deux années.

### c. Analyse comparative par rapport aux objectifs de la période

Le tableau 10 présente la situation de réalisation des recettes par la DGI par rapport aux prévisions semestrielles.

Tableau 10. Prévisions et réalisations au 1<sup>er</sup> semestre 2018.

Désignation des Impôts	Impôts directs	Impôts indirects	Enregistrements et Timbre	Total
Prévisions (en milliards de FCFA)	237,789	174,364	11,602	423,755
Réalisations (en milliards de FCFA)	221,071	133,317	15,402	369,790
Taux de réalisation en %	92,97	76,46	132,75	87,27
Gap / Dépassement (en milliards de FCFA)	-16,718	-41,047	3,800	-53,965

Source : DGI, juin 2018.

#### i. Impôts directs

Les objectifs assignés à la DGI en matière de recouvrement des impôts directs n'ont pas été atteints au premier semestre 2018. Le gap enregistré s'élève à **(16,718 milliards de FCFA)**, soit un taux de réalisation de **92,97%**, contre **99,48%** à la même période en 2017.

#### ii. Impôts indirects

Les prévisions de recouvrement des impôts indirects au premier semestre n'ont pas été atteintes. Les réalisations se chiffrent à **133,317 milliards de FCFA** sur une prévision de **174,364 milliards de FCFA** pour la période, soit un gap de **(41,047 milliards de FCFA)** ou un taux de réalisation de **76,46%**, contre **96,45%** à la même période en 2017.

#### iii. Droits d'enregistrements et de timbre

Les réalisations en ce qui concerne les droits d'enregistrements et de timbre s'élèvent à **15,402 milliards de FCFA** à la fin du premier semestre 2018, sur une prévision de **11,602 milliards de FCFA** pour la période, soit un taux de réalisation de **132,75%**. Ce niveau de réalisation est inférieur à celui de 2017 qui était de **158,24%**.

### C. Explication sommaire du GAP

L'insuffisance de recouvrement au cours de la période écoulée s'explique essentiellement par :

- **Au titre des impôts directs** : une baisse du niveau des déclarations de l'Impôt sur les Sociétés (IS) du secteur de la téléphonie, la suspension des poursuites des écoles privées, la baisse des recouvrements de l'Impôt sur les Revenus des Valeurs Mobilières (IRVM) au niveau du secteur de la téléphonie, ainsi que de l'Impôt sur les Traitements et Salaires (ITS) du secteur privé liée à la mise en œuvre de la réforme, la baisse de la contribution des banques due à l'incidence des produits réalisés sur les titres et obligations d'Etat qui sont entièrement défiscalisés ;
- **Au titre de la TVA** : la baisse du niveau de recouvrement est due notamment au secteur de l'énergie (absence totale de contribution de EDM-SA), de la téléphonie et des mines et à la chute du niveau de la TVA retenue à la source ;
- **Au titre des autres impôts** : une baisse du niveau de paiement de l'Impôt Spécial sur Certains Produits (ISCP) et une baisse du niveau de déclaration de la taxe sur les contrats d'assurance.

En somme, il se dégage au 30 juin 2018 un gap global de **(53,965 milliards de FCFA)**. Il est important de préciser que des éléments de stratégie ont été communiqués par les structures opérationnelles et l'appui du Cabinet du Ministère de l'Economie et des Finances est sollicité dans la mise en œuvre de ces stratégies en ce qui concerne certains secteurs.



## DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Les prévisions cumulées de recettes à réaliser par la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) à la date du 30 juin 2018 s'élèvent à **15,720 milliards de FCFA** dont **10,914 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **4,674 milliards de FCFA** provenant du PMU-Mali et **0,132 milliard de FCFA** provenant du CASINO.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 sont ci-dessous présentées.

### A. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2018

La situation d'exécution des recettes de la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique au 30 juin 2018 se présente comme suit :

*Tableau 11. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2018.*

(En milliards de FCFA)

	Cumul au 31 mars 2018		2ème trimestre 2018						Cumul au 30 juin 2018	
			Avril		Mai		Juin			
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
<b>Impôts et Taxes</b>	5,337	6,522	1,859	2,212	1,859	2,130	1,859	1,953	10,914	12,817
<b>PMU-Mali</b>	2,337	1,730 <sup>9</sup>	0,779	0,580	0,779	0,569	0,779	0,459	4,674	3,338
<b>CASINO</b>	0,066	0,029	0,022	0,019	0,022	0,017	0,022	0,022	0,132	0,087
<b>TOTAL</b>	<b>7,740</b>	<b>8,281</b>	<b>2,660</b>	<b>2,811</b>	<b>2,660</b>	<b>2,716</b>	<b>2,660</b>	<b>2,434</b>	<b>15,720</b>	<b>16,242</b>

Source : DNTCP, juin 2018.

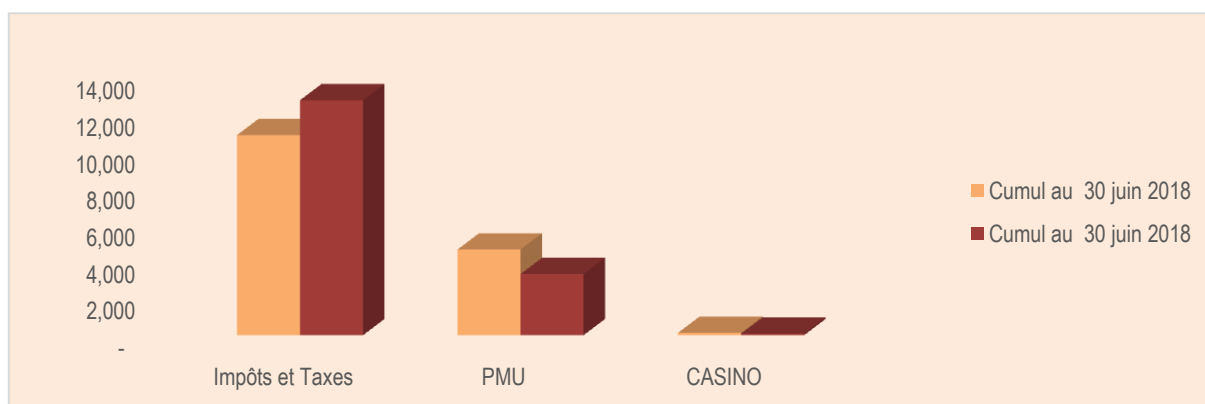
La lecture du tableau 11 indique que les recettes cumulées recouvrées par la DNTCP au 30 juin 2018 s'élèvent à **16,242 milliards de FCFA** dont **12,817 milliards de FCFA** au titre des impôts et taxes, **3,338 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **0,087 milliard de FCFA** recouvrés au niveau du CASINO.

Par rapport aux prévisions cumulées au 30 juin 2018, il se dégage un excédent de **0,522 milliard de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **103%**.

Cet excédent est dû essentiellement aux impôts et taxes recouvrés par la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique, qui enregistrent un taux de réalisation de **117%**.

Le graphique 5 présente la situation des réalisations par rapport aux prévisions semestrielles.

*Graphique 5. Histogramme comparatif des réalisations par rapport aux prévisions au 1<sup>er</sup> semestre 2018.*



Source : DNTCP, juin 2018.

<sup>9</sup> Le montant définitif des réalisations de recettes provenant du PMU-Mali au 31 mars 2018 se chiffrent à 1,730 milliard de FCFA au lieu de 1,668 milliard de FCFA (montant provisoire publié dans le rapport de mars 2018).

## **B. Perspectives de recouvrement au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018**

Le tableau 12 présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018.

*Tableau 12. Prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018.*

(En milliards de FCFA)

	Cumul des prévisions au 1 <sup>ème</sup> trimestre	PREVISION DU 3 <sup>ème</sup> TRIMESTRE			Cumul des prévisions du 3 <sup>ème</sup> trimestre	TOTAL
		Juillet	Août	Septembre		
<b>Impôts et Taxes</b>	<b>10,914</b>	1,956	1,956	1,956	5,868	<b>16,782</b>
<b>PMU</b>	<b>4,674</b>	0,779	0,779	0,779	2,337	<b>7,011</b>
<b>CASINO</b>	<b>0,132</b>	0,022	0,022	0,022	0,066	<b>0,198</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15,720</b>	<b>2,757</b>	<b>2,757</b>	<b>2,757</b>	<b>8,271</b>	<b>23,991</b>

*Source : DNTCP, juin 2018.*

Les prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 s'élèvent à **8,271 milliards de FCFA** dont **5,868 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **2,337 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **66 millions de FCFA** de recettes provenant du CASINO.

Ces prévisions sont réparties de manière égale entre les mois de juillet, août et septembre, soit **2,757 milliards de FCFA** de recettes par mois.

La répartition mensuelle des perspectives de recouvrement des recettes provenant du CASINO au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, est de **22 millions de FCFA** par mois.

Quant au recouvrement des impôts et taxes, il est prévu un niveau de réalisation de **1,956 milliard de FCFA** par mois de juillet à septembre 2018.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-Mali, il est prévu un recouvrement de **779 millions de FCFA** pour les mois de juillet, août et septembre 2018.

La DNTCP a pris les dispositions nécessaires pour pouvoir atteindre son objectif de recettes pour l'exercice budgétaire 2018 en fin décembre 2018. Cet objectif sera atteint à travers un meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

## DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

Les réalisations de recettes de la Direction nationale des Domaines (DND) au premier semestre 2018 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre, sont ci-dessous présentées.

### A. Constats

#### a. Prévisions

Les objectifs de recette assignés à la DND par la loi de Finances 2018 s'élèvent à **253,338 milliards de FCFA**. Les prévisions de recouvrement cumulées au 30 juin 2018 s'élèvent à **63,770 milliards de FCFA**.

#### b. Réalisations

Au 30 juin 2018, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du premier semestre s'est chiffrée à **35,117 milliards de FCFA** ; soit un taux de réalisation de **55%**, contre **79%** à la même période en 2017. Le taux de recouvrement par rapport aux prévisions annuelles, qui s'élèvent à **253,339 milliards de FCFA**, se chiffre à **13,86%**.

### B. Analyse

Le montant réalisé au 30 juin 2018 a connu une diminution de **7,368 milliards de FCFA** par rapport à la même période en 2017, soit un taux de régression de **17,34%**.

La situation des recouvrements par nature de recette, à la fin du premier semestre, est présentée dans le tableau 13.

**Tableau 13. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND au 30 juin 2018.**

NATURE	(En milliards de FCFA)			
	Prévisions au 30 juin 2018	Réalisations au 30 juin 2018	Ecart 1er semestre	Taux de réalisation semestriel en %
Droits d'enregistrement	6,035	3,886	- 2,150	64,38
Enregistrement des LV	0,014	0,008	- 0,006	57,14
Droits de timbre	0,245	0,207	- 0,038	84,40
Droits de conservation foncière	0,767	0,724	- 0,043	94,41
Concessions ordinaires	20,218	9,239	- 10,978	45,70
Aliénations d'immeubles et TF	4,679	1,694	- 2,985	36,20
Aliénations de meubles	0,177	0,265	0,088	149,94
Dividendes des sociétés minières	11,339	2,108	- 9,231	18,59
Dividendes des autres sociétés	-	3,328	3,328	
Redevances superficielles	0,403	0,265	- 0,139	65,64
Taxe ad valorem	19,000	12,576	- 6,424	66,19
Taxe d'extraction	0,120	0,019	- 0,101	15,66
Taxe sur la plus-value de cession	0,544	0,615	0,071	113,05
Prélèvement honoraires greffiers	0,007	0,008	0,001	110,14
Taxe sur frais d'édiilité	0,180	0,147	- 0,033	81,66
Pénalités	0,027	0,011	- 0,016	40,71
Loyers administratifs	0,015	0,017	0,003	119,19
<b>TOTAL</b>	<b>63,770</b>	<b>35,117</b>	<b>- 28,653</b>	<b>55,07</b>

Source : DND, juin 2018.

La lecture du tableau 13 fait ressortir que les gaps les plus significatifs se situent au niveau des rubriques : (i) des recettes de téléphonie mobile (**10,978 milliards de FCFA**) ; (ii) des dividendes des sociétés minières (**9,231 milliards de FCFA**) et (iii) de la taxe ad valorem (**6,424 milliards de FCFA**).

A l'exception des dividendes des « autres sociétés » n'ayant pas fait l'objet de prévisions pour le premier semestre et dont le montant réalisé est supérieur à 3 milliards de FCFA, toutes les autres rubriques enregistrent des écarts négatifs importants par rapport aux montants prévisionnels.

#### **a. Taxe Ad Valorem (TAV)**

Concernant la taxe ad valorem, il a été recouvré un montant de **12,576 milliards de FCFA** au 30 juin 2018 (contre **11,681 milliards de FCFA** à la même période en 2017) sur une prévision semestrielle de **19 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 66,19%.

Il est important de signaler qu'en fin juin, il y avait un montant de **1,262 milliard de FCFA** de compensation TAV dans le circuit de traitement. En outre, le montant réalisé ne prend pas en compte les déclarations de TAV de juin 2018 qui sont exigibles à partir du 15 juillet 2018. A ce niveau, le gap semestriel s'élève à **6,424 milliards de FCFA**.

#### **b. Recettes ordinaires**

Les recettes ordinaires regroupent toutes les recettes autres que les dividendes, la TAV et les redevances des sociétés téléphoniques. Leurs réalisations au 30 juin 2018 se sont chiffrées à **7,865 milliards de FCFA** sur une prévision semestrielle de **13,213 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **59,53%**.

Cette contreperformance s'explique par la faiblesse du niveau des transactions foncières enregistrées en raison, selon les usagers, du niveau trop élevé des prix de cession et des redevances des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités territoriales.

Pour pallier cette contrainte, la DND a entrepris la relecture des décrets relatifs à ces prix et redevances, afin d'améliorer le niveau des recouvrements.

#### **c. Redevances des sociétés de télécommunication**

Au titre des concessions ordinaires, il a été recouvré au 30 juin 2018 un montant de **9,239 milliards de FCFA** sur une prévision semestrielle de **20,218 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **45,70%**. Ce montant représente les ressources tirées du renouvellement de la licence d'Orange Mali en 2017, dont le reliquat a été reporté sur l'exercice 2018.

Il est à signaler à ce niveau que la DND n'a aucune indication sur la périodicité des paiements de ladite recette dont la prévision annuelle s'élève à **133 milliards de FCFA**.

#### **d. Dividendes des sociétés minières**

Les recouvrements de dividendes des sociétés minières au 30 juin 2018 se sont chiffrés à **2,108 milliards de FCFA** sur un objectif semestriel de **11,339 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **18,59%**. Le gap s'élève à **9,231 milliards de FCFA**.

Ce niveau de recouvrement est en deçà des attentes. Cette situation peut s'expliquer, d'une part, par le non-paiement de dividendes par les autres sociétés en exploitation (seule la société Goukoto SA a effectué des paiements au cours de la période) et, d'autre part, par les dispositions conventionnelles de certaines sociétés comme SOMILO SA.

Dans la mesure où la moyenne annuelle des réalisations de cette rubrique au cours des trois dernières années se situe autour de **8,5 milliards de FCFA**, il est attendu au 31 décembre 2018 un gap de **20 milliards de FCFA**.

#### **e. Dividendes des autres sociétés**

Au niveau de cette rubrique, les réalisations se sont chiffrées à 3,328 milliards de FCFA au 30 juin 2018.

Il est important de signaler que les prévisions de cette rubrique ont été reportées au second semestre, compte tenu des dispositions réglementaires de l'OHADA en la matière d'une part, et le fait que la plupart des sociétés contributrices tiennent leurs Conseils d'Administration et leurs Assemblées générales courant cette période, d'autre part.

#### **C. Perspectives de recouvrement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018**

En termes de perspectives, il est attendu, au titre du troisième trimestre :

- le règlement des **11 milliards de FCFA** de reliquat dû par Orange Mali au titre de la redevance téléphonique et la réalisation d'un premier paiement par la SOTELMA dans le cadre du renouvellement de sa licence ;
- le versement de dividendes par :
  - o la SOTELMA pour environ **8,100 milliards de FCFA** ;
  - o la CMDT, **3 milliards de FCFA** ;
  - o d'autres sociétés comme BMS SA, BCS SA, SUKALA, BIM SA, DIAMOND CEMENT MALI SA, etc.
- **5,2 milliards de FCFA** de TAV soit, en moyenne, **2,6 milliards de FCFA** par mois ;
- **2,5 milliards de FCFA** de recettes ordinaires ;
- le paiement d'une tranche de dividendes par la société GOUNKOTO.

## **DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE**

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2018 est de **10,371 milliards de FCFA**.

La situation d'exécution à la date du 30 juin 2018 est de **4,028 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **39%**, contre **169,60%** à la même période en 2017.

Les perspectives de recouvrement du troisième trimestre 2018 se chiffrent à **3,435 milliards de FCFA**.

La Direction générale de la Dette publique continuera à recouvrer les échéances courantes de dettes et à réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'économie et des finances.

Le tableau 14 présente la situation des recouvrements des prêts rétrocédés au premier semestre 2018 et les perspectives pour le reste de l'année.

Tableau 14. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP au 1<sup>er</sup> semestre et perspectives pour le reste de l'année 2018.

(En millions de FCFA)

ORGANISMES	janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL GENERAL	
	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.	réal.
BNDA				12	9			9	407	407	12				8		406	12	854	428
EDM-SA											125							125	250	0
SOGEM	207		1131		228		959				1485	207	1115	222	941				5 010	1 485
BDM-SA							83			83						75			158	83
SOTELMA-SA							7			7						6			13	7
N-SUKALA					1898	1885									1883				3 781	1 885
BMS-SA					140	154										151			305	140
<b>Total</b>	207		1131	12	2135	2 025	1203	9	407	497	137	1 485	207	1115	2113	1173	406	137	10 371	4 028
Cumul				12		2 037		2 046		2 543		4028								
Taux de réalisation en %				1,06		94,85		0,75		122,11		1083,94								38,84

Source : DGDP, juin 2018.

## **DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT**

Les recettes de la Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) proviennent essentiellement :

- des loyers versés à l'Etat sur les bâtiments publics mis en location ;
- des produits de réforme de matières et matériels appartenant à l'Etat, devenus sans emploi ;
- des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées ;
- des redevances versées à l'Etat suite à la mise en concession de certaines sociétés.

En 2018, il a été inscrit dans la loi des Finances des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de **6 milliards de FCFA** pour la DGABE.

Ces prévisions ont été faites sur la base de la cession de :

- l'Usine malienne de produits pharmaceutiques (UMPP) ;
- des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué.

Après plusieurs tentatives de cession de l'UMPP, il a été créé par Décision n°2017-0025/MDI-SG du 06 juillet 2017, une nouvelle commission de privatisation de l'unité. Suite aux travaux de ladite commission, une offre a été retenue. L'usine sera cédée dès que le Gouvernement aura donné son autorisation.

En ce qui concerne l'Hôtel Club de Sélingué, le processus de cession a démarré. Le choix d'un consultant est en cours en vue de l'évaluation de ses actifs (action préalable à toute cession).

Par ailleurs, la DGABE assure le suivi de la réalisation de la vente des matières et matériels réformés. Les produits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la Direction nationale des Domaines (DND), conformément à la loi des Finances 2018. À la date du 30 juin 2018, un montant de **259 millions de FCFA** a été réalisé au titre de la vente des matières et matériels réformés sur une prévision de **353 millions de FCFA**.

En termes de perspectives pour le deuxième semestre, les produits de cession de l'UMPP et des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué sont attendus.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont recouvrées au niveau des guichets de la DND et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.



### III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

#### 3.1. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions de dépenses budgétaires de l'exercice 2018 se chiffrent à **2 330,778 milliards de FCFA** sur lesquelles, il a été exécuté au 30 juin 2018 un montant de **687,274 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **29,49%**.

La situation d'exécution desdites charges est présentée dans les lignes qui suivent.

##### 3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique

Le tableau 15 présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.

NATURES ECONOMIQUES	PREVISIONS PLF 2018 (en milliards de FCFA)		REALISATIONS CP PLF 2018 AU 30-06-18		
	AE (1)	CP (2)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (3)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION en % (5) = [(4)/(2)]*100
<b>Budget Général (1)</b>	<b>796,119</b>	<b>2 207,651</b>	<b>811,205</b>	<b>660,014</b>	<b>29,90</b>
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>0,000</b>	<b>1 295,173</b>	<b>543,438</b>	<b>441,467</b>	<b>34,09</b>
Personnel		516,409	235,937	182,679	35,37
<i>dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales</i>		150,506	82,391	66,500	44,18
Acquisitions de biens et services		358,137	127,543	98,517	27,51
<i>dont Matériel</i>		123,397	45,676	32,113	26,02
<i>dont Communication</i>		45,838	18,423	16,430	35,84
<i>dont Autres Dépenses</i>		107,627	33,760	26,335	24,47
<i>dont dépenses électorales</i>		45,000	14,840	8,389	18,64
Charges financières		78,337	27,241	27,141	34,65
Transferts et subventions		336,290	150,907	131,319	39,05
<i>dont Bourses</i>		17,796	11,313	8,636	48,53
<i>dont subvention CMSS</i>		40,000	29,325	29,325	73,31
<i>dont Subvention Intrants</i>		43,000	7,970	7,365	17,13
<i>dont Subvention EDM-SA</i>		27,000	17,000	17,000	62,96
Dépenses en atténuation des recettes		6,000	1,811	1,811	30,18
<b>Dépenses en capital</b>	<b>796,119</b>	<b>912,478</b>	<b>267,767</b>	<b>218,547</b>	<b>23,95</b>
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	796,119	912,478	267,767	218,547	23,95
Dépenses de transferts en capital	-	-	-	-	
<b>Budgets annexes (2)</b>	<b>1,840</b>	<b>6,514</b>	<b>1,695</b>	<b>1,596</b>	<b>24,51</b>
Personnel		1,959	0,522	0,522	26,63
Acquisitions de biens et services		2,127	0,400	0,400	18,81
Transferts et subventions		0,588	0,234	0,234	39,75
Dépenses en capital	1,840	1,840	0,540	0,441	23,96
<b>Comptes spéciaux du Trésor (3)</b>	<b>51,995</b>	<b>116,613</b>	<b>29,323</b>	<b>25,663</b>	<b>22,01</b>
Personnel		0,470	0,057	0,054	11,40
Acquisitions de biens et services		63,240	29,055	25,580	40,45
Transferts et subventions		0,908	0,000	0,000	0,00
Dépenses en capital	51,995	51,995	0,210	0,030	0,06
<b>TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)</b>	<b>849,954</b>	<b>2 330,778</b>	<b>842,223</b>	<b>687,274</b>	<b>29,49</b>

Source : DGB, juin 2018

### 3.1.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les Départements ministériels, les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les Institutions de la République et assimilées. Elles s'élèvent à **2 207,651 milliards de FCFA** pour l'exercice 2018 sur lesquelles **660,014 milliards de FCFA** ont été exécutées au premier semestre 2018, soit un taux d'exécution de **29,90%**.

Ce faible taux d'exécution s'explique essentiellement par la prudence observée dans l'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services en vue d'éviter les tensions de trésorerie.

#### **Dépenses ordinaires**

Dans le budget d'Etat de 2018, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Les CP des dépenses ordinaires pour 2018 s'élèvent à **1 295,173 milliards de FCFA** sur lesquels **34,09%**, représentant **441,467 milliards de FCFA**, ont été exécutés. Ils se déclinent en dépenses de personnel, de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

#### ◆ **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2018 à **516,409 milliards de FCFA** exécutés à hauteur de **35,37%** soit **182,679 milliards de FCFA** sur lesquels **36,40%** représentent des charges salariales des fonctionnaires des Collectivités territoriales (**66,500 milliards de FCFA**).

#### ◆ **Biens et services :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Biens et services » ont été exécutés à hauteur de **98,517 milliards de FCFA** représentant **27,51%** des **358,137 milliards de FCFA** inscrits au budget d'Etat 2018. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés à l'acquisition de matériel (**32,60%**), aux autres dépenses (**26,73%**) et aux frais de communication et énergie (**16,68%**).

#### ◆ **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières servent à prendre en charge les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent respectivement à **46,678** et **31,659 milliards de FCFA** dans la loi de Finances 2018. Au 30 juin 2018, ils ont été exécutés à hauteur de **34,65%** correspondant à **27,141 milliards de FCFA**. Sur ce montant, **18,716 milliards de FCFA** représentent les frais financiers sur la dette intérieure et **8,424 milliards de FCFA**, ceux sur la dette extérieure.

#### ◆ **Transferts et subventions :**

Évalués à **336,290 milliards de FCFA** en 2018, les CP des dépenses de transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de **131,319 milliards de FCFA**, représentant un taux d'exécution de **39,05%**. Ils ont permis de prendre en charge entre autres, la subvention accordée par l'Etat à EDM SA (**12,95%**), celle accordée à la caisse de sécurité (**22,33%**), la subvention en intrants agricoles (**5,61%**) et les bourses scolaires (**6,58%**).

#### ◆ **Dépenses en atténuation des recettes :**

Prévues pour **6,000 milliards de FCFA** et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, la situation d'exécution des

dépenses en atténuation des recettes fait ressortir à la fin du premier semestre une réalisation de **1,811 milliards de FCFA**, représentant **30,18%** des prévisions.

### **Dépenses en capital**

Dans le budget d'Etat de 2018, les dépenses en capital sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement<sup>10</sup> (CP). Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements décomposées en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) appuis budgétaires sectoriels (ABS).

En 2018, les autorisations d'engagement des dépenses en capital s'élèvent à **796,119 milliards de FCFA**. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à **912,478 milliards de FCFA** dans le budget 2018. Sur ce montant, **218,547 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2018, soit un taux de réalisation de **23,95%** sur lesquels **39,93%** ont été réalisés au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, **33,12%** au compte du BSI financement intérieur et **26,23%** au compte du BSI financement extérieur.

#### ◆ **Equipement - investissement :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Equipement investissement » se chiffrent à **345,020 milliards de FCFA** dans le budget 2018 exécutés à **25,29%** dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

#### ◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :**

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement intérieur, représentent **316,067 milliards de FCFA** dans le budget 2018 sur lesquels **22,90%** ont été exécutés au 30 juin 2018. Les travaux de construction des bâtiments administratifs représentent **60,56%** des crédits liquidés et les autres dépenses en investissement **39,44%**.

#### ◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :**

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur, représentent **250,000 milliards de FCFA** dans le budget 2018 sur lesquels **22,93%** ont été exécutés au 30 juin 2018, soit **57,330 milliards de FCFA**.

---

<sup>10</sup> Cf supra point 3.1.1.1 – Dépenses ordinaires.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

**Tableau 16. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.**

(En milliards de FCFA)

MINISTERES/ INSTITUTIONS	Etat d'exécution du 1er Trimestre 2018			Etat d'exécution du 2ème Trimestre 2018			Etat d'exécution cumulée au 30 juin 2018		
	Prêt	Subv	Total	Prêt	Subv	Total	Prêt	Subv	Total
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	-	481	322	-	663	663	-	1 144	1 144
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	4 542	-	4 542	1 958	-	1 958	6 500	-	6 500
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2 178	756	2 934	2 796	599	3 395	4 974	1 355	6 329
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	7 384	4 851	12 235	7 474	3 398	10 872	14 858	8 249	23 107
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	909	179	1 088	1 415	-	1 415	2 324	179	2 503
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	119	11	130	706	1 957	2 663	825	1 968	2 793
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	3 960	227	4 187	2 063	7 098	9 161	6 023	7 325	13 348
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MINISTERE DU COMMERCE	-	-	-	-	372	372	-	372	372
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-	1 208	1 208	-	-	-	-	1 208	1 208
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	-	13	13	-	13	13	-	26	26
<b>TOTAL</b>	<b>19 092</b>	<b>7 726</b>	<b>26 659</b>	<b>16 412</b>	<b>14 100</b>	<b>30 512</b>	<b>35 504</b>	<b>21 826</b>	<b>57 330</b>

Source : DNP, juin 2018

### 3.1.1.2. Budgets annexes

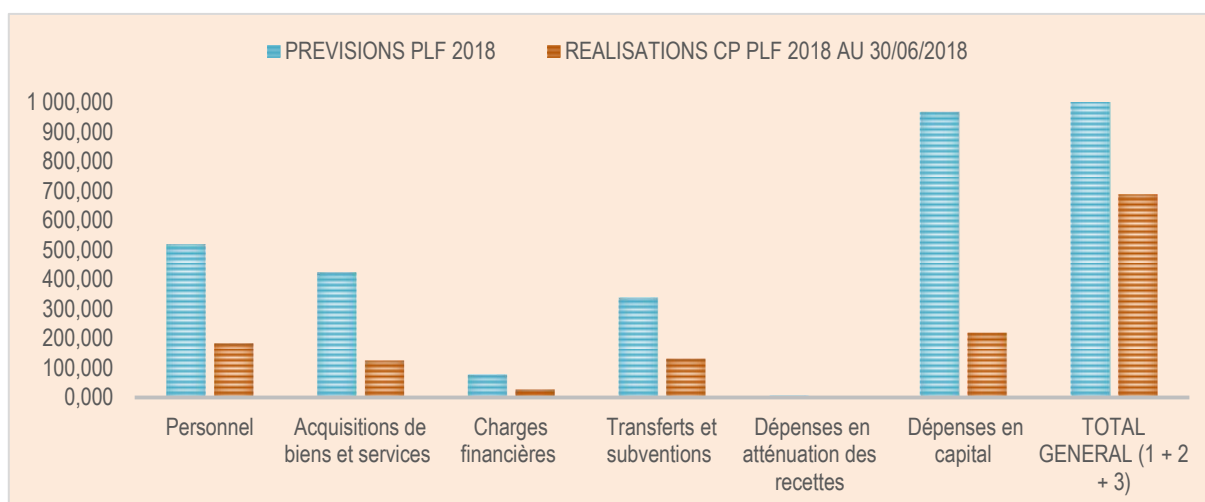
Les crédits de paiement des budgets annexes s'élèvent à **6,514 milliards de FCFA** dans la loi de Finances de 2018, sur lesquels, **1,596 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2018, soit **24,51%** des prévisions sur lesquels **63,27%** représentent les dépenses effectuées par les Entrepôts du Mali au Sénégal.

### 3.1.1.3. Comptes Spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement des comptes spéciaux du Trésor, se chiffrent en 2018 à **116,613 milliards de FCFA** sur lesquels **22,01%** ont été exécutés dont **99,02%**, au titre du remboursement de crédits TVA.

Agrégées par nature économique, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles est présentée dans le graphique 7.

**Graphique 6. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 juin 2018 par nature économique.**



Source : DGB, juin 2018

Ce graphique permet d'identifier les catégories de dépenses ayant enregistré les taux d'exécution les plus élevés. Il s'agit des dépenses de transferts et de subventions avec **38,95%**, de personnel avec **35,32%**, des charges financières avec **34,65%** et des dépenses en atténuation des recettes avec **30,18%**.

Au niveau des Régions, la situation d'exécution des charges budgétaires par nature économique au 30 juin 2018 se présente comme suit.

**Tableau 17. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.**

NATURE ECONOMIQUE	PREVISIONS LFI 2018 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS CP AU 31/03/2018 (en milliards de FCFA) (2)	TAUX D'EXECUTION en % (3) = (2)/(1)*100
Personnel	219,296	102,112	46,56
Acquisition de biens et services	52,608	16,565	31,49
Transferts et subventions	13,505	3,216	23,81
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	52,624	5,933	11,27
<b>TOTAL</b>	<b>338,033</b>	<b>127,826</b>	<b>37,81</b>

Source : DGB, 2018

Il en ressort que les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au niveau des Régions au 30 juin 2018 et présentent le taux d'exécution le plus élevé, soit 46,56% prévisions.

### 3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotations

Le budget d'Etat de 2018 comporte 148 programmes, 339 actions, 477 objectifs et 1081 indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le tableau 18.

**Tableau 18. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.**

LIBELLES	PREVISIONS PLF 2018						REALISATIONS CP PLF AU 30/06/2018		
	Nombre de Prog (1)	Nombre d'actions (2)	Nombre d'obj. (3)	Nombre d'indic. (4)	AE (en milliards de FCFA) (5)	CP (en milliards de FCFA) (6)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (7)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (8)	TAUX D'EXECUTION en % (9) = [(8)/(6)]*100
<b>Programmes de pilotage (1)</b>	<b>40</b>	<b>139</b>	<b>146</b>	<b>306</b>	<b>210,291</b>	<b>602,724</b>	<b>246,346</b>	<b>197,467</b>	<b>32,76</b>
Personnel						170,767	73,740	63,743	37,33
Biens et services						129,473	52,345	43,706	33,76
Transferts et subventions						74,793	38,216	33,794	45,18
Investissement					210,291	227,691	82,045	56,224	24,69
<b>Programme opérationnel (2)</b>	<b>96</b>	<b>183</b>	<b>301</b>	<b>725</b>	<b>438,084</b>	<b>1 185,656</b>	<b>409,638</b>	<b>337,743</b>	<b>28,49</b>
Personnel						293,539	158,309	134,926	45,97
Biens et services						102,748	37,373	25,758	25,07
Transferts et subventions						206,826	103,882	90,346	43,68
Investissement					438,084	582,543	110,074	86,713	14,89
<b>Programmes des Budgets annexes (3)</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>18</b>	<b>38</b>	<b>1,840</b>	<b>6,514</b>	<b>1,695</b>	<b>1,596</b>	<b>24,51</b>
Personnel						1,959	0,522	0,522	26,63
Biens et services						2,127	0,400	0,400	18,81
Transferts et subventions						0,588	0,234	0,234	39,75
Investissement					1,840	1,840	0,540	0,441	23,96
<b>Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>51,995</b>	<b>116,613</b>	<b>29,323</b>	<b>25,663</b>	<b>22,01</b>
Personnel						0,470	0,057	0,054	11,40
Biens et services						63,240	29,055	25,580	40,45
Transferts et subventions						0,908	0,000	0,000	0,00
Investissement					51,995	51,995	0,210	0,030	0,06
<b>Dotations (5)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>147,744</b>	<b>419,271</b>	<b>96,936</b>	<b>83,737</b>	<b>19,97</b>
Personnel						52,103	3,888	3,647	7,00
Biens et services						204,253	65,210	56,207	27,52
Transferts et subventions						54,671	8,665	7,166	13,11
Investissement					147,744	108,244	19,173	16,717	15,44
<b>TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)</b>	<b>148</b>	<b>339</b>	<b>477</b>	<b>1 081</b>	<b>849,954</b>	<b>2 330,778</b>	<b>783,938</b>	<b>646,207</b>	<b>27,72</b>

Source : DGB, juin 2018.

### 3.1.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat au titre des programmes de pilotage, s'élèvent à **602,724 milliards de FCFA** et permettent de financer 139 actions des 40 programmes d'administration générale. Ces crédits ont été exécutés à hauteur de **197,467 milliards de FCFA**, soit **30,56%** du total des crédits liquidés ou un taux d'exécution de **32,76%** par rapport aux prévisions.

Bien que leur taux d'exécution soit le plus élevé (**45,38%**) comparé aux autres natures de dépenses effectuées par ces programmes, les dépenses de transferts et subventions représentent seulement **17,11%** des liquidations des programmes de pilotage, suivi de ceux des dépenses d'acquisition de biens et services (**22,13%**), puis d'investissement (**28,47%**) et enfin de personnel **32,28%**.

### 3.1.2.2. Programmes opérationnels

En 2018, les crédits des 96 programmes opérationnels, d'un montant de **1 185,656 milliards de FCFA**, sont destinés au financement des 183 actions. Ils ont été exécutés à hauteur de **28,49%** et représentent **52%** du total des crédits liquidés.

A l'instar des programmes de pilotage, les dépenses de personnel y sont également les plus importantes aussi bien en termes de taux d'exécution (**45,97%**) que de part dans les crédits liquidés (**39,95%**). Elles sont suivies par les dépenses de transferts et de subventions qui représente **26,75%** des crédits liquidés et sont exécutés à **43,68%** par rapport aux prévisions. Malgré leur poids important dans les prévisions (**49%** des CP), les dépenses d'investissement des programmes opérationnels n'ont été exécutées qu'à hauteur de **14,89%** et elles représentent **25,67%** du total des crédits liquidés. Les dépenses d'acquisition de biens et services ne représentent, quant à elles, que **7,63%** des crédits liquidés et leur taux d'exécution par rapport aux prévisions s'élève à **25,07%**.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

### 3.1.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat au titre du programme des budgets annexes s'élèvent à 6,514 milliards de FCFA et permettent de financer 6 actions.

Ces crédits ont été exécutés à hauteur de **1,596 milliard de FCFA**, soit **24,51%** des prévisions sur lesquels, **32,68%** représentent des dépenses de personnel, **25,06%** des acquisitions de biens et services, **27,62%** des investissements et **14,64%** des transferts et subventions.

### 3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat au titre des comptes spéciaux du trésor se chiffrent à **116,613 milliards de FCFA** et permettent de financer 11 actions des 11 programmes des comptes spéciaux.

Sur ce montant, **25,663 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2018, soit **22,01%** de taux de réalisation et **4%** du total des crédits liquidés, dont **99,67%** ont servi à l'acquisition de biens et services.

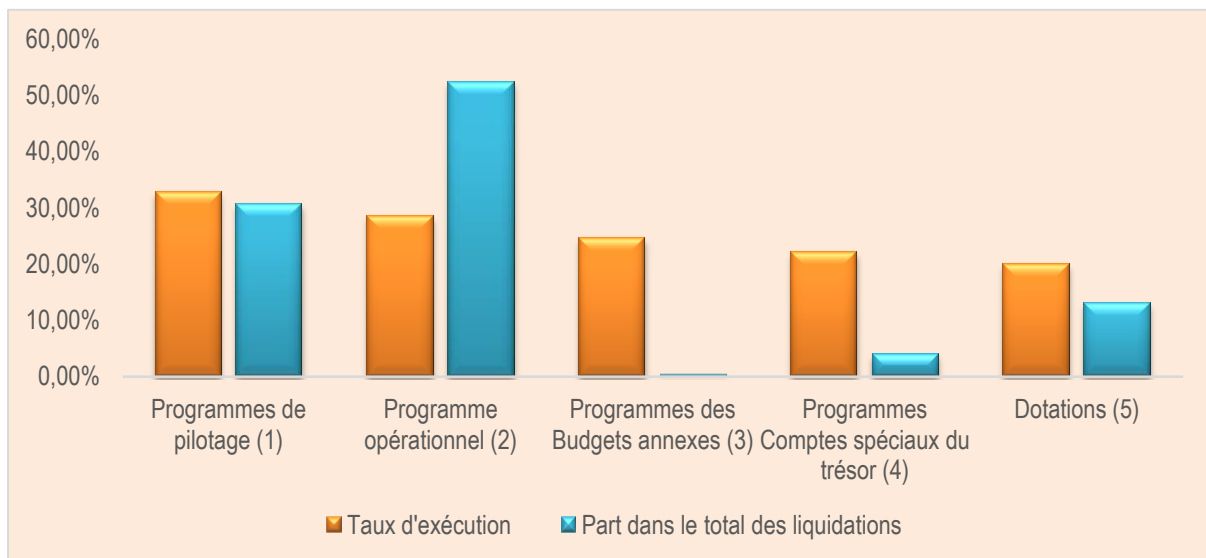
### 3.1.2.5. Dotations

Les crédits de paiement inscrits dans le budget d'Etat 2018 au titre des dotations, se chiffrent à **419,271 milliards de FCFA** sur lesquels **19,97%** ont été exécutés, soit **13%** du total des crédits liquidés. L'acquisition de biens et services représentent **67%** des liquidations de ces dotations, suivie des dépenses d'investissement qui représentent **20%**.

Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Le graphique 8 présente la situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

**Graphique 7. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI.**



Source : DGB, juin 2018.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent plus de **50%** des crédits liquidés au 30 juin 2018 tandis que le taux d'exécution par rapport aux prévisions le plus élevé est enregistré par les programmes de pilotage, soit **32,76%**.

### 3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les charges budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.



Le tableau 19 présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

**Tableau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle.**

FONCTION	PREVISIONS LF 2018		REALISATIONS LF AU 30/06/2018			
	CP (en milliards de FCFA) (1)	POIDS CP en % (2)	CREDITS ENGAGES (en milliards de FCFA) (3)	CREDITS LIQUIDES (en milliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION DES CP en % (5) = (4)/(1)*100	POIDS CP en % (6)
Services généraux des administrations publiques	551,876	23,68	182,136	153,165	27,75	23,70
Défense	272,338	11,68	133,473	107,655	39,53	16,66
Ordre et sécurité publics	130,515	5,60	51,574	46,195	35,39	7,15
Affaires économiques	668,747	28,69	137,750	121,295	18,14	18,77
<i>dont Agriculture</i>	349,850	15,01	41,282	31,735	9,07	4,91
Protection de l'environnement	8,969	0,38	3,604	3,387	37,77	0,52
Logement et équipements collectifs	55,363	2,38	6,468	5,521	9,97	0,85
Santé	124,490	5,34	32,074	24,182	19,43	3,74
Loisirs, culture et culte	22,160	0,95	7,806	6,404	28,90	0,99
Enseignement	396,424	17,01	181,578	133,039	33,56	20,59
Protection sociale	99,899	4,29	47,475	45,363	45,41	7,02
<b>TOTAL</b>	<b>2 330,779</b>	<b>100,00</b>	<b>783,938</b>	<b>646,207</b>	<b>27,72</b>	<b>100,00</b>

Source : DGB, 2018.

### 3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques

Le taux d'exécution des crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre des services généraux des administrations publiques s'élève à **27,75%** à la date du 30 juin 2018. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales ainsi que les affaires étrangères pour **46,43%**, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour **23,73%**, les opérations concernant la dette publique pour **21,76%**, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement. En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec **23,70%** des dépenses totales.

### 3.1.3.2. Défense

Le poids des dépenses liées à la défense dans le total des crédits liquidés représente **16,66%**. Leur taux d'exécution au 30 juin 2018 par rapport aux prévisions s'élève à **39,53%**.

### 3.1.3.3. Ordre et sécurité publics

Avec un taux d'exécution de **35,39%** à la fin du premier semestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2018 et exécutés au titre de l'ordre et de la sécurité publics concernent principalement les services de police, les dépenses des tribunaux et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs.

### 3.1.3.4. Affaires économiques

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre des affaires économiques ont été exécutés au 30 juin 2018 à hauteur de **18,14%**, soit **18,77%** du total des crédits liquidés à cette date. Les postes de dépenses les plus importants sont les transports (**40%**), l'Agriculture, sylviculture, pêche et chasse (**26%**) et les affaires économiques non classées ailleurs (**18%**).

### 3.1.3.5. Protection de l'environnement, Logement et équipements collectifs, Loisirs, culture et culte

Les poids des dépenses liés à la protection de l'environnement, au logement et aux équipements collectifs ainsi qu'aux loisirs, à la culture et au culte sont les plus faibles (respectivement **0,52%**, **0,85%** et **0,99%** du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à **37,77%**, **9,97%** et **28,90%**.

### 3.1.3.6. Santé

La fonction « santé » enregistre un taux d'exécution de ses dépenses de **19,43%** sur lesquelles **46,04%** l'ont été pour des services de santé non classés ailleurs, **28,44%** pour des services hospitaliers et **5,37%** pour les services de santé publique. Elle représente **3,74%** du total des crédits liquidés au 30 juin 2018.

### 3.1.3.7. Enseignement

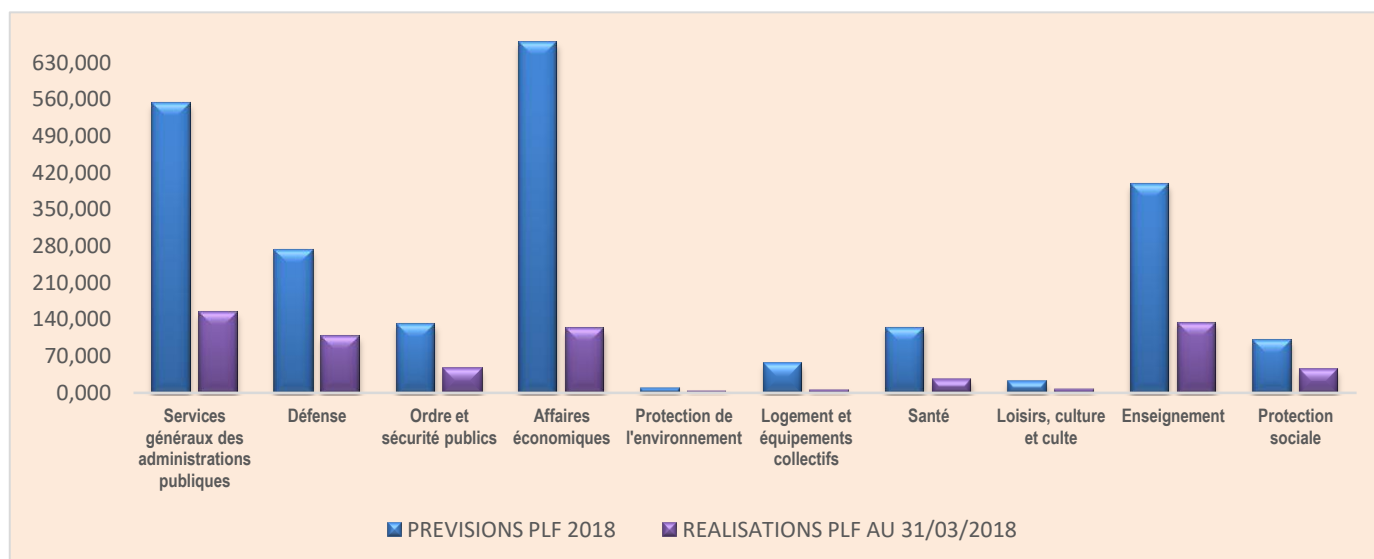
Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre de l'enseignement ont été exécutés au 30 juin 2018 à hauteur de **33,56%**, soit **20,59%** des crédits liquidés à cette date. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (**49,92%**), l'enseignement secondaire (**25,56%**) et l'enseignement supérieur (**16,72%**).

### 3.1.3.8. Protection sociale

Avec le taux d'exécution le plus important, soit **45,41%** des prévisions à la fin du premier semestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2018 et exécutés au titre de la protection sociale ne représentent que **7,02%** du total des crédits liquidés. Ils concernent principalement la prise en charge de la vieillesse (**77,66%**).

Le graphique 8 ci-dessous, fourni une représentation schématique de l'exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

**Graphique 8. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.**

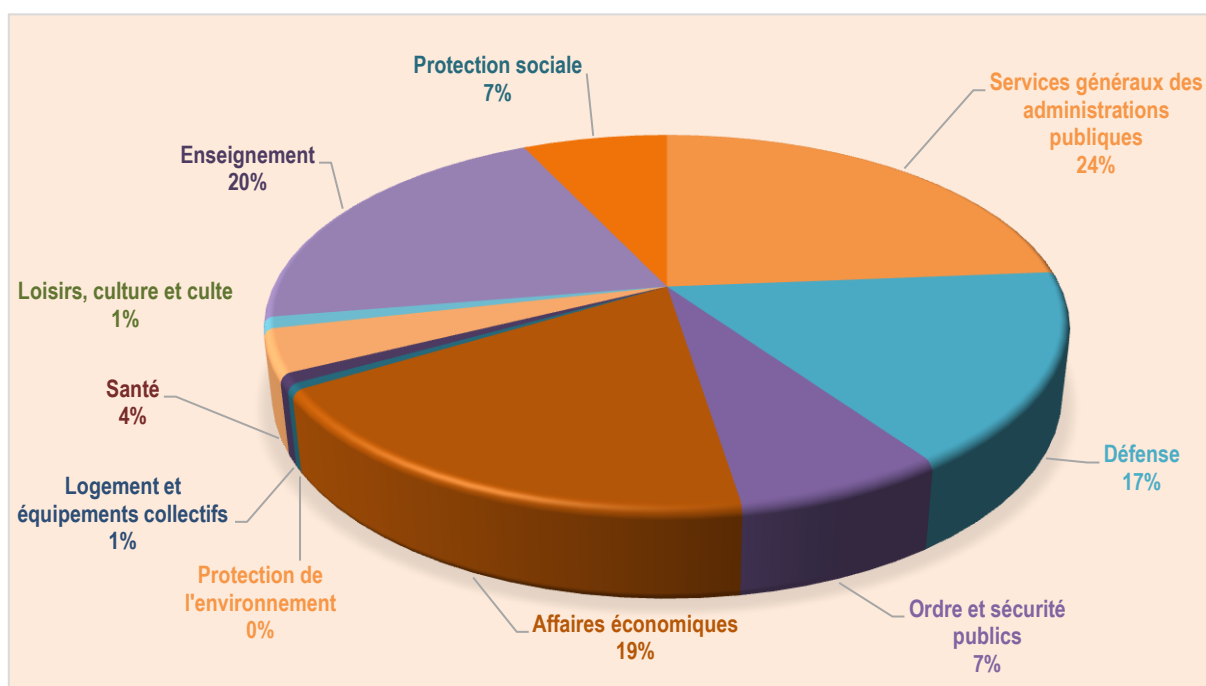


**Source : DGB, juin 2018.**

Il en ressort que, malgré leurs poids relativement faibles dans les prévisions, les divisions « protection sociale », « défense », « protection de l'environnement », « ordre et sécurité publics » et « enseignement », présentent les taux d'exécution les plus élevés.

Le graphique 9 quant à lui, présente la part de chacune des grandes divisions de fonction dans le montant total des crédits liquidés au 30 juin 2018.

**Graphique 9. Poids des CP liquidés par fonction en %.**



Source : DGB, 2018.

La lecture de ce graphique fait apparaître que les divisions « services généraux des administrations publiques », « enseignement », « affaires économiques » et « défense », sont les plus importants en termes de poids dans le montant total des crédits liquidés au premier semestre 2018.

### **3.2. CHARGES DE TRESORERIE**

Pour l'exercice budgétaire 2018, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées **348,583 milliards de FCFA**, contre **156,00 milliards de FCFA** dans la loi de finances rectificative 2017, soit une hausse **192,583 milliards de FCFA**.

De manière globale, les charges de trésorerie ont été exécutées à hauteur de **188,000 milliards de FCFA**, soit **53,93%** des prévisions.

La situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 juin 2018 est présentée dans le tableau 20.

**Tableau 20. Situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 juin 2018.**

CHARGES	PREVISIONS LFI 2018 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS AU 30/06/2018 (en milliards de FCFA) (2)	ECART (en milliards de FCFA) (3) = (2) - (1)	TAUX D'EXECUTION en % (4) = [(2)/ (1)]*100
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	334,423	186,445	-147,978	55,75
Principal dette intérieure	227,591	134,8	-92,791	59,23
Principal dette extérieure	106,832	51,645	-55,187	48,34
Retraits sur les comptes des correspondants	14,160	1,555	-12,605	10,98
Prêts et avances	-	-	-	-
<b>Total charges de trésorerie</b>	<b>348,583</b>	<b>188,000</b>	<b>- 160,583</b>	<b>53,93</b>

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2018.

Les remboursements des produits des emprunts à court, moyen et long termes se chiffrent à **186,445 milliards de FCFA** dont **134,800 milliards de FCFA** de principal de la dette intérieure et **51,645 milliards de FCFA** de dette extérieure, soit un taux de réalisation de **97,77%** par rapport aux prévisions semestrielles et **55,75%** par rapport aux prévisions annuelles. Ils représentent 99,17% des charges de trésorerie.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils sont prévus en 2018 pour **14,160 milliards de FCFA**. Les réalisations se chiffrent à **1,555 milliard de FCFA** composés essentiellement des dépenses effectuées par l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APTM), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) et autres correspondants.

En termes de perspectives pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, il est programmé des paiements de **61,771 milliards de FCFA** dont **58,231 milliards de FCFA** de remboursement des produits des emprunts (dette intérieure **37,027 milliards de FCFA** et dette extérieure **21,207 milliards de FCFA**) ainsi que, **3,540 milliards de FCFA** de retraits sur les comptes des correspondants.

#### **IV. CONCLUSION**

L'année 2018 constitue la première année d'exécution du budget d'Etat de la République du Mali en mode programme. Pour ce premier exercice, l'exécution du Budget d'Etat au 30 juin 2018, dégage un solde de gestion de **266,369 milliards de FCFA**<sup>11</sup>.

Les recettes budgétaires ont été exécutées à hauteur de **734,625 milliards de FCFA**, soit **37,65%** des prévisions, tandis que les charges budgétaires l'ont été à hauteur de **687,274 milliards de FCFA**, soit **29,49%**.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont été exécutées à hauteur de **188,000 milliards de FCFA**, soit **53,93%**, tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de **100,194 milliards de FCFA**, soit **33,69%**.

L'analyse des réalisations de ressources fait ressortir une proportion des recettes budgétaires de **88,00%**, tandis que les ressources de trésorerie représentent **12,00%** des ressources réalisées. L'effort de réalisation des ressources par les services d'assiette et de recouvrement représente **82,48%** des ressources totales (recettes budgétaires et ressources de trésorerie). Les parts les plus importantes de ces réalisations ont été effectuées par la Direction générale des Impôts (**53,71%**) et la Direction générale des Douanes (**38,04%**).

Classées par nature économique, les des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat constituent le principal poste de dépenses avec **31,87%** des liquidations, suivies des charges de personnel avec **26,66%** et des dépenses de transferts et subventions avec **19,14%**. Environ **18,60%** des liquidations ont été effectuées au niveau déconcentré où les dépenses de personnel et d'acquisition de biens et services sont les plus importantes.

L'analyse de la situation d'exécution par type de programmes et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que **52%** des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, **30,56%** au titre des programmes de pilotage, **3,97%** pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, **0,25%** pour ceux des budgets annexes et **12,96%** au titre des Dotations.

Suivant la classification fonctionnelle des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, les services généraux des administrations publiques représentent **23,70%** des crédits liquidés, la défense, l'ordre et la sécurité publics **23,81%**, l'enseignement **20,59%** et les affaires économiques **18,77%**. Les taux d'exécution les plus importants ont été enregistrés au niveau des fonctions « protection sociale » avec **45,41%**, « défense » avec **39,53%**, « protection de l'environnement » avec **37,77%**, « ordre et sécurité publics » avec **35,39%** et « enseignement » avec **33,56%**.

En perspective, il est prévu au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre, (i) un rattrapage de certains gaps constatés au niveau de certains services d'assiette et de recouvrement ainsi que, (ii) le renforcement des mesures de régulation des dépenses incluant le renforcement de la prudence dans l'exécution, afin d'adapter le rythme de réalisation des dépenses au niveau de recouvrement des ressources.

---

<sup>11</sup> Solde net de gestion = recettes budgétaires – dépenses, hors dépenses en capital.

**ANNEXE 1 :**

**SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES**

**PAR CLASSIFICATION PROGRAMMATIQUE ET**

**ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2018.**

*Sans le financement extérieur du BSI*

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018****Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type programme Titre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement-----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>0 Dotation</b>					
2 Personnel	0	53 455 166	20 118 395	3 887 707	3 647 401
3 Biens et services	0	209 252 696	86 281 842	65 209 849	56 206 593
4 Transferts et subventions	0	42 077 485	11 025 098	8 665 318	7 166 269
5 Investissement	147 744 443	103 630 655	29 320 339	19 173 429	16 716 754
<b>TOTAL</b>	<b>131 344 807</b>	<b>408 416 002</b>	<b>146 745 674</b>	<b>96 936 303</b>	<b>83 737 016</b>
<b>1 Programme de pilotage</b>					
2 Personnel	0	170 844 748	79 221 077	73 740 260	63 743 165
3 Biens et services	0	126 762 502	69 049 367	52 344 666	43 706 461
4 Transferts et subventions	0	88 406 062	46 922 350	38 215 850	33 793 795
5 Investissement	210 291 239	232 425 598	122 113 136	82 044 889	56 223 812
<b>TOTAL</b>	<b>222 400 856</b>	<b>618 438 910</b>	<b>317 305 931</b>	<b>246 345 665</b>	<b>197 467 232</b>
<b>2 Programme opérationnel</b>					
2 Personnel	0	292 109 138	186 990 146	158 309 200	134 926 311
3 Biens et services	0	99 929 402	53 435 555	37 373 339	25 757 563
4 Transferts et subventions	0	206 335 711	120 777 362	103 881 551	90 346 292
5 Investissement	438 084 098	582 422 527	168 659 333	110 074 384	86 712 526
<b>TOTAL</b>	<b>442 374 117</b>	<b>1 180 796 778</b>	<b>529 862 397</b>	<b>409 638 475</b>	<b>337 742 693</b>
<b>3 Programme des comptes spéciaux du trésor</b>					
2 Personnel	0	470 000	85 470	57 481	53 598
3 Biens et services	0	63 240 020	62 306 762	29 055 467	25 579 592
4 Transferts et subventions	0	908 250	54 125	0	0
5 Investissement	51 994 770	51 994 770	1 727 831	209 553	29 957
<b>TOTAL</b>	<b>51 994 770</b>	<b>116 613 040</b>	<b>64 174 188</b>	<b>29 322 500</b>	<b>25 663 147</b>
<b>4 Programme des budgets annexes</b>					
2 Personnel	0	1 959 000	971 100	521 744	521 744
3 Biens et services	0	2 127 273	1 014 932	400 097	400 097
4 Transferts et subventions	0	588 000	294 000	233 750	233 750
5 Investissement	1 839 935	1 839 935	863 518	539 791	440 896
<b>TOTAL</b>	<b>1 839 935</b>	<b>6 514 208</b>	<b>3 143 549</b>	<b>1 695 381</b>	<b>1 596 486</b>
<b>TOTAL DU BUDGET GENERAL</b>	<b>849 954 485</b>	<b>2 330 778 938</b>	<b>1 061 231 738</b>	<b>783 938 325</b>	<b>646 206 574</b>

**ANNEXE 2 :**  
**SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES**  
**PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION**  
**AU 30 JUIN 2018.**

*Sans le financement extérieur du BSI*



**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018****Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Liquidations		
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>					
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	16 419 340	7 503 839	7 503 839	7 321 583
<b>TOTAL</b>	<b>1 507 529</b>	<b>16 419 340</b>	<b>7 503 839</b>	<b>7 503 839</b>	<b>7 321 583</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
1.001 Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle	450 000	4 122 543	1 952 269	1 794 719	1 800 558
1.002 Administration Générale	1 020 425	8 897 664	6 376 634	5 016 332	3 502 725
2.001 Sécurité et Défense	240 000	698 886	352 554	268 044	265 235
<b>TOTAL</b>	<b>700 285</b>	<b>13 719 093</b>	<b>8 681 457</b>	<b>7 079 095</b>	<b>5 568 517</b>
<b>130 PRIMATURE</b>					
1.003 Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale	1 071 324	6 242 750	3 717 420	3 142 850	2 322 928
1.004 Administration Générale et Contrôle	685 293	6 320 910	3 145 727	1 408 273	1 098 881
2.002 Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés	211 500	486 367	223 389	129 963	121 589
<b>TOTAL</b>	<b>2 078 117</b>	<b>13 050 027</b>	<b>7 086 536</b>	<b>4 681 086</b>	<b>3 543 397</b>
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>					
2.003 Participation à la Gestion des Elections	45 119	562 411	244 307	219 158	211 374
<b>TOTAL</b>	<b>45 119</b>	<b>562 411</b>	<b>244 307</b>	<b>219 158</b>	<b>211 374</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	327 464	1 128 020	719 403	572 829	600 111
<b>TOTAL</b>	<b>327 464</b>	<b>1 128 020</b>	<b>719 403</b>	<b>572 829</b>	<b>600 111</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>					
2.005 Cour Suprême	734 500	2 758 026	1 394 140	1 260 380	1 003 940
<b>TOTAL</b>	<b>734 500</b>	<b>2 758 026</b>	<b>1 394 140</b>	<b>1 260 380</b>	<b>1 003 940</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	916 821	467 914	388 517	283 114
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>916 821</b>	<b>467 914</b>	<b>388 517</b>	<b>283 114</b>
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques	350 000	1 331 816	714 125	605 242	568 856
<b>TOTAL</b>	<b>350 000</b>	<b>1 331 816</b>	<b>714 125</b>	<b>605 242</b>	<b>568 856</b>
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	345 000	1 882 118	873 186	703 132	626 249
<b>TOTAL</b>	<b>345 000</b>	<b>1 882 118</b>	<b>873 186</b>	<b>703 132</b>	<b>626 249</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018****Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>					
1.006 Administration Générale	7 468 985	42 117 305	27 080 699	22 285 834	20 684 741
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	561 807	485 682	469 446	205 139
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	96 973	45 216	42 396	39 134
<b>TOTAL</b>	<b>8 768 985</b>	<b>42 776 085</b>	<b>27 611 597</b>	<b>22 797 676</b>	<b>20 929 015</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>					
1.007 Administration Générale	93 500	1 070 363	490 753	441 621	351 435
2.010 Intégration Africaine	0	171 632	127 154	107 152	22 055
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	626 000	986 059	343 605	331 372	271 475
<b>TOTAL</b>	<b>719 500</b>	<b>2 228 054</b>	<b>961 512</b>	<b>880 145</b>	<b>644 965</b>
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>					
2.012 Bureau du Vérificateur Général	238 910	3 442 994	1 482 065	1 444 065	1 444 065
<b>TOTAL</b>	<b>238 910</b>	<b>3 442 994</b>	<b>1 482 065</b>	<b>1 444 065</b>	<b>1 444 065</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>					
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	30 000	1 005 374	446 100	446 100	438 510
<b>TOTAL</b>	<b>30 000</b>	<b>1 005 374</b>	<b>446 100</b>	<b>446 100</b>	<b>438 510</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>					
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	27 630	150 518	71 952	53 301	50 549
<b>TOTAL</b>	<b>27 630</b>	<b>150 518</b>	<b>71 952</b>	<b>53 301</b>	<b>50 549</b>
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>					
1.008 Administration Générale	92 796 240	272 132 869	161 941 389	131 172 904	106 069 145
2.015 Gestion des Opérations Militaires	377 756	7 424 277	4 168 274	2 574 136	1 229 644
2.016 Inspection des Armées	15 000	303 837	150 492	130 360	126 847
2.017 Formation	33 388	639 616	310 120	310 110	249 676
2.018 Gestion des Transmissions	28 402	252 058	119 386	65 336	47 999
<b>TOTAL</b>	<b>107 115 191</b>	<b>280 752 657</b>	<b>166 689 661</b>	<b>134 252 845</b>	<b>107 723 311</b>
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE</b>					
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 062 252	6 750 989	3 132 743	2 291 522	1 207 104
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	680 584	9 300 287	4 856 679	3 855 373	3 591 176
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	30 017	5 178 530	3 036 791	2 910 727	2 242 829
<b>TOTAL</b>	<b>2 772 853</b>	<b>21 229 806</b>	<b>11 026 213</b>	<b>9 057 622</b>	<b>7 041 109</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>					
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	218 000	1 316 017	609 636	609 636	609 636
<b>TOTAL</b>	<b>218 000</b>	<b>1 316 017</b>	<b>609 636</b>	<b>609 636</b>	<b>609 636</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018****Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Dotations      Notifications      EngagementsLiquidations		
<b>225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT</b>					
1.041 Administration Générale	0	426 700	269 201	223 221	193 513
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	350 000	521 660	246 438	91 533	56 899
<b>TOTAL</b>	<b>350 000</b>	<b>948 360</b>	<b>515 639</b>	<b>314 754</b>	<b>250 412</b>
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>					
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	20 000	489 500	223 400	223 400	223 400
<b>TOTAL</b>	<b>20 000</b>	<b>489 500</b>	<b>223 400</b>	<b>223 400</b>	<b>223 400</b>
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>					
1.010 Administration Générale	7 502 852	15 083 540	10 857 472	8 299 674	5 892 261
2.021 Ordre et Sécurité	15 799 282	52 632 602	23 925 172	21 301 729	21 536 192
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 564 669	12 512 701	3 400 585	3 116 253	3 221 430
<b>TOTAL</b>	<b>30 722 479</b>	<b>80 228 843</b>	<b>38 183 230</b>	<b>32 717 655</b>	<b>30 649 883</b>
<b>235 SECURITE D'ETAT</b>					
0.002 Securite d'Etat	500 000	8 432 573	4 967 232	4 644 049	4 644 049
<b>TOTAL</b>	<b>500 000</b>	<b>8 432 573</b>	<b>4 967 232</b>	<b>4 644 049</b>	<b>4 644 049</b>
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
1.011 Administration Générale	34 830 342	37 341 989	9 921 360	6 587 815	4 631 471
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 215 953	8 607 662	3 607 975	2 529 065	1 371 633
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	2 215 827	14 317 060	7 952 051	6 034 955	4 988 620
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 112 395	5 842 426	2 834 525	2 266 155	1 369 941
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	1 062 571	5 093 834	2 951 708	1 799 687	1 167 265
2.027 Gestion de la Dette Publique	270 000	519 886	224 343	113 697	104 304
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	4 919 146	5 684 405	2 588 753	2 052 967	1 695 725
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	3 610 553	5 235 562	4 750 193	2 626 546	2 551 516
<b>TOTAL</b>	<b>49 750 436</b>	<b>82 642 824</b>	<b>34 830 908</b>	<b>24 010 886</b>	<b>17 880 475</b>
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>					
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	400 000	1 327 305	548 522	340 444	315 057
<b>TOTAL</b>	<b>400 000</b>	<b>1 327 305</b>	<b>548 522</b>	<b>340 444</b>	<b>315 057</b>
<b>312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)</b>					
2.068 Régulation de la commande publique	0	430 391	190 756	189 756	189 756
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>430 391</b>	<b>190 756</b>	<b>189 756</b>	<b>189 756</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018****Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>					
1.012 Administration Générale	986 711	2 289 587	1 251 307	1 000 971	734 633
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	752 000	940 756	651 169	472 953	244 072
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	29 691	738 343	418 369	316 660	313 115
<b>TOTAL</b>	<b>1 352 402</b>	<b>3 968 686</b>	<b>2 320 844</b>	<b>1 790 584</b>	<b>1 291 819</b>
<b>323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>					
1.013 Administration Générale	217 194	2 040 938	988 736	667 757	449 594
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	8 946 798	9 851 136	585 617	520 133	477 960
2.034 Formation Professionnelle	939 235	1 816 984	608 393	454 417	306 042
<b>TOTAL</b>	<b>10 103 227</b>	<b>13 709 058</b>	<b>2 182 747</b>	<b>1 642 307</b>	<b>1 233 597</b>
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>					
1.014 Administration Générale et Contrôle	229 980	3 862 295	1 607 575	1 314 269	1 087 542
2.036 Administration du Territoire	3 151 075	23 786 753	12 002 118	9 252 036	6 564 248
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	305 000	426 038	167 111	44 142	36 948
<b>TOTAL</b>	<b>3 686 055</b>	<b>28 075 086</b>	<b>13 776 804</b>	<b>10 610 447</b>	<b>7 688 739</b>
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>					
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	153 619	1 567 727	744 658	729 214	729 214
<b>TOTAL</b>	<b>153 619</b>	<b>1 567 727</b>	<b>744 658</b>	<b>729 214</b>	<b>729 214</b>
<b>335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE</b>					
1.036 Administration Générale	160 215	692 656	287 061	205 698	214 187
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	22 628 381	27 943 398	9 649 265	9 163 550	8 242 181
<b>TOTAL</b>	<b>22 788 596</b>	<b>28 636 054</b>	<b>9 936 327</b>	<b>9 369 248</b>	<b>8 456 369</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE</b>					
1.015 Administration Générale	65 640	924 609	480 887	399 818	388 862
2.039 Religion et du Culte	150 000	259 040	104 116	37 089	31 107
<b>TOTAL</b>	<b>215 640</b>	<b>1 183 649</b>	<b>585 003</b>	<b>436 907</b>	<b>419 969</b>
<b>341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>					
1.016 Administration Générale	48 900	956 552	446 582	409 979	391 443
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 129 145	893 697	874 436	701 665
<b>TOTAL</b>	<b>48 900</b>	<b>3 085 697</b>	<b>1 340 279</b>	<b>1 284 415</b>	<b>1 093 107</b>
<b>380 MINISTERE DU COMMERCE</b>					
1.032 Administration Générale	214 807	1 230 591	537 714	460 983	421 980
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	2 483 046	5 401 211	2 020 393	1 256 405	1 066 795
<b>TOTAL</b>	<b>2 697 853</b>	<b>6 631 802</b>	<b>2 558 107</b>	<b>1 717 388</b>	<b>1 488 775</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018****Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>					
1.017 Administration Générale	3 352 578	37 886 274	15 465 905	12 389 857	6 416 982
2.041 Développement de l'Education de Base	34 440 123	245 541 121	169 629 540	132 101 873	98 510 102
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	4 299 726	11 209 991	6 029 711	2 227 755	1 521 824
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	890 686	4 545 208	2 850 237	840 933	433 766
<b>TOTAL</b>	<b>42 983 113</b>	<b>299 182 594</b>	<b>193 975 392</b>	<b>147 560 419</b>	<b>106 882 674</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
1.018 Administration Générale	3 492 301	11 654 446	5 034 539	2 258 878	841 031
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	5 851 724	69 106 672	37 010 503	27 963 222	21 970 717
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	311 598	1 083 575	487 576	388 340	369 728
<b>TOTAL</b>	<b>9 655 623</b>	<b>81 844 693</b>	<b>42 532 619</b>	<b>30 610 440</b>	<b>23 181 476</b>
<b>510 MINISTERE DE LA CULTURE</b>					
1.019 Administration Générale	303 732	2 330 572	1 103 769	930 447	858 901
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	391 000	1 504 096	646 585	339 381	280 242
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	1 000 000	1 415 907	224 675	224 104	226 336
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 069 570	3 696 338	1 789 541	1 295 538	1 018 927
<b>TOTAL</b>	<b>2 764 302</b>	<b>8 946 913</b>	<b>3 764 570</b>	<b>2 789 470</b>	<b>2 384 406</b>
<b>520 MINISTERE DES SPORTS</b>					
1.020 Administration Générale	385 830	4 590 714	3 001 088	2 079 591	1 857 095
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	957 454	2 033 961	1 217 563	718 334	574 124
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	22 955	1 297 602	790 198	646 923	468 648
<b>TOTAL</b>	<b>1 286 239</b>	<b>7 922 277</b>	<b>5 008 850</b>	<b>3 444 847</b>	<b>2 899 868</b>
<b>525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE</b>					
1.038 Administration Générale	30 000	538 144	285 938	247 792	205 650
2.035 Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes	1 247 963	2 968 232	1 324 537	1 054 037	762 636
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	1 695 000	2 216 026	1 386 247	1 032 577	571 997
<b>TOTAL</b>	<b>3 352 963</b>	<b>5 722 402</b>	<b>2 996 722</b>	<b>2 334 406</b>	<b>1 540 283</b>
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>					
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	5 643 822	23 483 203	7 252 743	3 759 428	2 012 141
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	1 831 556	34 010 666	18 572 107	13 517 428	11 191 739
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation	6 749	3 538 479	1 464 465	138 558	25 552
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	21 064 829	45 187 003	15 352 192	11 968 939	8 725 477
<b>TOTAL</b>	<b>28 546 956</b>	<b>106 219 351</b>	<b>42 641 507</b>	<b>29 384 353</b>	<b>21 954 909</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018****Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Liquidations		
	Dotations	Notifications	Engagements		
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>					
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 918 711	1 192 529	1 166 348	743 107
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>2 918 711</b>	<b>1 192 529</b>	<b>1 166 348</b>	<b>743 107</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	978 767	2 582 921	1 128 245	1 043 480	853 405
2.059 Promotion de la Femme	4 866 952	5 437 393	994 508	476 215	398 538
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	553 418	1 367 841	639 205	407 635	370 891
<b>TOTAL</b>	<b>6 399 137</b>	<b>9 388 155</b>	<b>2 761 958</b>	<b>1 927 330</b>	<b>1 622 835</b>
<b>660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE</b>					
1.023 Administration Générale	8 185 929	10 933 141	2 183 057	1 257 316	497 763
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	280 000	2 247 744	1 107 730	667 601	639 416
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	343 225	53 421 609	37 603 068	36 551 317	36 282 564
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	645 000	1 207 683	596 540	483 279	357 703
<b>TOTAL</b>	<b>9 419 154</b>	<b>67 810 177</b>	<b>41 490 394</b>	<b>38 959 513</b>	<b>37 777 446</b>
<b>700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT</b>					
1.024 Administration Générale	619 001	2 359 931	1 048 667	775 159	668 974
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	62 555 575	171 549 067	62 886 814	45 613 817	44 550 334
<b>TOTAL</b>	<b>63 617 288</b>	<b>173 908 998</b>	<b>63 935 481</b>	<b>46 388 976</b>	<b>45 219 308</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
1.025 Administration Générale	383 315	1 516 316	751 441	474 723	377 874
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	15 614 680	9 090 984	2 956 572	1 170 905	959 158
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	650 000	2 422 580	1 125 229	947 909	544 923
2.071 Protection et Conservation de la Nature	6 116 967	8 962 123	2 152 764	1 510 714	1 212 634
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	2 993 000	3 213 327	589 336	254 910	203 087
<b>TOTAL</b>	<b>26 637 962</b>	<b>25 205 330</b>	<b>7 575 343</b>	<b>4 359 160</b>	<b>3 297 675</b>
<b>720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>					
1.026 Administration Générale	125 737	28 036 798	17 493 111	17 439 274	17 380 236
2.073 Développement des Ressources Energétiques	21 740 046	35 505 909	8 697 256	7 591 538	5 373 187
2.074 Développement des Ressources en Eau	33 149 706	47 158 043	4 226 124	2 859 023	1 958 411
<b>TOTAL</b>	<b>59 104 289</b>	<b>110 700 750</b>	<b>30 416 491</b>	<b>27 889 835</b>	<b>24 711 834</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES</b>					
1.027 Administration Générale	226 843	2 321 926	1 283 601	1 035 243	457 790
2.075 Développement des ressources minérales	1 580 996	2 300 801	945 999	450 364	342 426
<b>TOTAL</b>	<b>1 807 839</b>	<b>4 622 727</b>	<b>2 229 600</b>	<b>1 485 607</b>	<b>800 216</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

## Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION</b>					
1.028 Administration Générale	68 778	1 067 214	443 867	339 786	319 898
2.076 Medias et Communication Publics	2 150 000	8 334 593	4 557 612	2 939 018	2 669 106
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	645 000	3 146 975	1 862 988	923 292	662 733
<b>TOTAL</b>	<b>3 768 163</b>	<b>12 548 782</b>	<b>6 864 467</b>	<b>4 202 096</b>	<b>3 651 736</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>					
2.096 Régulation de la Communication	400 000	1 403 706	663 853	580 567	400 845
<b>TOTAL</b>	<b>400 000</b>	<b>1 403 706</b>	<b>663 853</b>	<b>580 567</b>	<b>400 845</b>
<b>740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES</b>					
1.029 Administration Générale	2 259 000	4 307 621	1 967 348	1 174 695	851 264
2.078 Gestion Cadastre et Foncière	24 546	3 284 601	1 551 840	1 232 856	1 084 565
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	12 165 746	14 530 827	1 395 931	629 799	488 313
<b>TOTAL</b>	<b>14 449 292</b>	<b>22 123 049</b>	<b>4 915 119</b>	<b>3 037 350</b>	<b>2 424 142</b>
<b>750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>					
1.031 Administration Générale et Contrôle	3 172 900	3 767 467	1 518 468	1 482 824	1 467 294
2.080 Population	7 370 000	7 525 120	214 243	181 288	124 343
2.081 Aménagement du Territoire	409 000	531 881	222 944	193 577	176 523
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	815 255	3 468 499	2 076 909	1 484 003	770 346
<b>TOTAL</b>	<b>11 767 155</b>	<b>15 292 967</b>	<b>4 032 564</b>	<b>3 341 692</b>	<b>2 538 507</b>
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
1.042 Administration Générale	100 000	667 623	283 866	165 928	102 961
2.066 Développement et sécurisation des transports	2 664 484	5 659 072	2 289 219	1 238 522	1 004 840
<b>TOTAL</b>	<b>2 764 484</b>	<b>6 326 695</b>	<b>2 573 085</b>	<b>1 404 449</b>	<b>1 107 800</b>
<b>800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>					
1.039 Administration Générale	225 000	855 930	402 050	275 530	239 405
2.084 Développement du secteur industriel	488 396	1 735 318	806 381	678 103	286 200
<b>TOTAL</b>	<b>704 396</b>	<b>2 591 248</b>	<b>1 208 431</b>	<b>953 633</b>	<b>525 605</b>
<b>812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE</b>					
1.033 Administration Générale	95 225	1 130 979	501 993	441 599	353 366
2.085 Appui au développement du secteur privé	412 500	1 481 373	585 606	318 406	274 020
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	119 857	177 974	58 887	39 256	37 431
<b>TOTAL</b>	<b>627 582</b>	<b>2 790 326</b>	<b>1 146 485</b>	<b>799 260</b>	<b>664 817</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018****Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
1.034 Administration Générale	11 887 224	45 865 370	17 341 327	8 666 324	8 178 376
2.087 Appui au Monde Rural	22 744 669	28 446 599	4 134 106	3 450 496	2 757 115
2.088 Aménagement et Equipement Rural	58 384 813	66 379 157	10 806 697	8 148 080	5 909 294
2.089 Recherche - Formation	7 857 500	11 781 772	2 251 162	2 124 099	2 010 503
<b>TOTAL</b>	<b>100 878 260</b>	<b>152 472 898</b>	<b>34 533 291</b>	<b>22 388 999</b>	<b>18 855 288</b>
<b>822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>					
1.037 Administration Générale	18 830 597	19 317 448	3 961 426	2 684 259	1 818 507
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 812 357	3 262 993	1 152 890	942 575	682 962
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 844 928	3 039 393	938 048	618 794	450 681
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	327 422	2 706 195	1 435 577	1 146 859	891 392
<b>TOTAL</b>	<b>19 421 399</b>	<b>28 326 029</b>	<b>7 487 941</b>	<b>5 392 487</b>	<b>3 843 541</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>					
2.093 Sécurité Alimentaire	6 530 000	6 904 578	4 939 940	4 389 321	4 366 576
<b>TOTAL</b>	<b>6 530 000</b>	<b>6 904 578</b>	<b>4 939 940</b>	<b>4 389 321</b>	<b>4 366 576</b>
<b>860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>					
1.040 Administration Générale	20 000	720 022	367 951	299 292	265 317
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	939 546	1 611 131	658 391	265 999	229 202
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	169 070	556 360	238 327	200 055	123 221
<b>TOTAL</b>	<b>1 128 616</b>	<b>2 887 513</b>	<b>1 264 669</b>	<b>765 346</b>	<b>617 741</b>
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>					
0.003 Provision pour impreuves	145 736 914	305 227 089	98 416 329	57 547 642	44 630 618
0.004 Dette	0	78 337 000	35 858 273	27 240 773	27 140 766
<b>TOTAL</b>	<b>129 337 278</b>	<b>383 564 089</b>	<b>134 274 602</b>	<b>84 788 414</b>	<b>71 771 384</b>
<b>TOTAL DU BUDGET GENERAL</b>	<b>796 119 780</b>	<b>2 207 651 690</b>	<b>993 914 001</b>	<b>752 920 443</b>	<b>618 946 941</b>



**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018****Situation d'exécution des crédits des budgets annexes par dotation et par programme au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Section Programme Chapitre	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
<b>4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports</b>					
<b>40-2-2013-0021-001-002686 ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)</b>					
Personnel	0	865 000	220 000	157 782	157 782
Biens et services	0	1 078 000	284 500	202 883	202 883
Transferts et subventions	0	983 000	246 500	233 750	233 750
Investissement	2 158 497	2 158 497	621 249	514 611	415 716
<b>Total</b>	<b>2 158 497</b>	<b>5 084 497</b>	<b>1 372 249</b>	<b>1 109 026</b>	<b>1 010 131</b>
<b>40-2-2013-0021-002-002384 ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)</b>					
Personnel	0	824 000	216 000	0	0
Biens et services	0	865 745	222 500	0	0
Transferts et subventions	0	160 000	47 500	0	0
Investissement	393 000	393 000	77 500	0	0
<b>Total</b>	<b>393 000</b>	<b>2 242 745</b>	<b>563 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>40-2-2013-0021-003-002288 ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)</b>					
Personnel	0	495 000	120 000	107 089	107 089
Biens et services	0	483 000	97 000	32 376	32 376
Investissement	308 000	308 000	29 600	0	0
<b>Total</b>	<b>308 000</b>	<b>1 286 000</b>	<b>246 600</b>	<b>139 465</b>	<b>139 465</b>
<b>40-2-2013-0021-004-002768 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)</b>					
Personnel	0	711 000	173 600	161 068	161 068
Biens et services	0	557 100	112 820	100 993	100 993
Investissement	230 876	230 876	38 919	17 435	17 435
<b>Total</b>	<b>230 876</b>	<b>1 498 976</b>	<b>325 339</b>	<b>279 496</b>	<b>279 496</b>
<b>40-2-2013-0021-005-002324 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)</b>					
Personnel	0	510 000	127 500	95 805	95 805
Biens et services	0	557 800	186 950	63 846	63 846
Investissement	125 000	125 000	31 250	7 744	7 744
<b>Total</b>	<b>125 000</b>	<b>1 192 800</b>	<b>345 700</b>	<b>167 395</b>	<b>167 395</b>
<b>40-2-2013-0021-006-002478 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)</b>					
Personnel	0	436 500	114 000	0	0
Biens et services	0	442 896	111 162	0	0
Investissement	310 250	310 250	65 000	0	0
<b>Total</b>	<b>310 250</b>	<b>1 189 646</b>	<b>290 162</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>3 525 623</b>	<b>12 494 664</b>	<b>3 143 549</b>	<b>1 695 381</b>	<b>1 596 486</b>
<b>Total</b>	<b>3 525 623</b>	<b>12 494 664</b>	<b>3 143 549</b>	<b>1 695 381</b>	<b>1 596 486</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 525 623</b>	<b>12 494 664</b>	<b>3 143 549</b>	<b>1 695 381</b>	<b>1 596 486</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018****Situation d'exécution des crédits des comptes spéciaux du trésor par dotation et par programme au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Liquidations		
	Dotations	Notifications	Engagements		
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
3.001 Remboursement des Credits TVA	0	61 786 270	61 786 270	28 739 745	25 411 034
3.009 Fonds de Développement Durable	40 000 000	40 000 000	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>40 000 000</b>	<b>101 786 270</b>	<b>61 786 270</b>	<b>28 739 745</b>	<b>25 411 034</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	2 616 620	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 616 620</b>	<b>2 616 620</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	800 000	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	170 000	278 750	139 375	74 871	0
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	676 750	1 021 250	510 625	199 656	0
<b>TOTAL</b>	<b>846 750</b>	<b>1 300 000</b>	<b>650 000</b>	<b>274 527</b>	<b>0</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES</b>					
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	105 000	91 285	77 789
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	35 000	515 000	0	0	0
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	515 000	1 263 750	440 358	216 943	174 324
<b>TOTAL</b>	<b>550 000</b>	<b>2 128 750</b>	<b>545 358</b>	<b>308 229</b>	<b>252 113</b>
<b>750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>					
3.008 Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	1 192 560	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 981 400</b>	<b>2 981 400</b>	<b>1 192 560</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DU BUDGET GENERAL</b>	<b>51 994 770</b>	<b>116 613 040</b>	<b>64 174 188</b>	<b>29 322 500</b>	<b>25 663 147</b>

**ANNEXE 3 :**

**SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES**

**PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET**

**ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2018.**

*Sans le financement extérieur du BSI*

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>					
Personnel	0	2 448 000	1 600 500	1 600 500	1 418 243
Biens et services	0	10 716 620	4 479 657	4 479 657	4 479 657
Transferts et subventions	0	1 747 191	820 671	820 671	820 671
Investissement	1 507 529	1 507 529	603 012	603 012	603 012
<b>Total</b>	<b>1 507 529</b>	<b>16 419 340</b>	<b>7 503 839</b>	<b>7 503 839</b>	<b>7 321 583</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
Personnel	0	1 713 414	857 428	857 428	843 039
Biens et services	0	8 681 261	5 347 236	4 018 247	3 572 941
Transferts et subventions	0	2 624 133	2 195 133	2 137 096	1 106 428
Investissement	1 710 425	700 285	281 660	66 324	46 109
<b>Total</b>	<b>700 285</b>	<b>13 719 093</b>	<b>8 681 457</b>	<b>7 079 095</b>	<b>5 568 517</b>
<b>130 PRIMATURE</b>					
Personnel	0	1 753 950	1 112 278	881 764	765 527
Biens et services	0	5 716 881	3 121 819	2 300 483	1 940 042
Transferts et subventions	0	1 564 483	906 421	645 910	541 890
Investissement	1 968 117	4 014 713	1 946 018	852 929	295 938
<b>Total</b>	<b>2 078 117</b>	<b>13 050 027</b>	<b>7 086 536</b>	<b>4 681 086</b>	<b>3 543 397</b>
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>					
Personnel	0	66 816	33 408	33 408	31 357
Biens et services	0	452 731	188 192	165 073	159 340
Investissement	45 119	42 864	22 707	20 677	20 677
<b>Total</b>	<b>45 119</b>	<b>562 411</b>	<b>244 307</b>	<b>219 158</b>	<b>211 374</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
Personnel	0	230 149	230 149	115 075	149 878
Biens et services	0	535 265	229 577	204 118	203 072
Transferts et subventions	0	41 515	16 606	16 466	16 466
Investissement	327 464	321 091	243 071	237 171	230 695
<b>Total</b>	<b>327 464</b>	<b>1 128 020</b>	<b>719 403</b>	<b>572 829</b>	<b>600 111</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>					
Personnel	0	1 266 603	827 363	827 363	644 362
Biens et services	0	603 423	251 154	209 734	194 317
Transferts et subventions	0	170 000	170 000	79 556	38 730
Investissement	734 500	718 000	145 623	143 726	126 531
<b>Total</b>	<b>734 500</b>	<b>2 758 026</b>	<b>1 394 140</b>	<b>1 260 380</b>	<b>1 003 940</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>					
Personnel	0	233 751	150 165	91 686	110 028
Biens et services	0	72 250	36 125	29 923	29 923
Transferts et subventions	0	610 820	281 624	266 908	143 163
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>916 821</b>	<b>467 914</b>	<b>388 517</b>	<b>283 114</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>					
Personnel	0	284 201	156 085	142 101	156 085
Biens et services	0	675 240	410 651	388 890	370 201
Transferts et subventions	0	30 875	12 350	12 179	9 524
Investissement	350 000	341 500	135 039	62 072	33 046
<b>Total</b>	<b>350 000</b>	<b>1 331 816</b>	<b>714 125</b>	<b>605 242</b>	<b>568 856</b>
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>					
Personnel	0	757 101	378 551	378 551	361 403
Biens et services	0	680 392	319 226	250 586	213 651
Transferts et subventions	0	106 875	42 750	35 955	35 955
Investissement	345 000	337 750	132 660	38 040	15 240
<b>Total</b>	<b>345 000</b>	<b>1 882 118</b>	<b>873 186</b>	<b>703 132</b>	<b>626 249</b>
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>					
Personnel	0	15 349 320	9 289 265	6 870 923	6 579 182
Biens et services	0	13 213 394	6 851 685	6 141 545	5 869 877
Transferts et subventions	0	4 973 563	3 016 600	2 894 146	1 851 211
Investissement	7 468 985	9 239 808	8 454 047	6 891 062	6 628 745
<b>Total</b>	<b>8 768 985</b>	<b>42 776 085</b>	<b>27 611 597</b>	<b>22 797 676</b>	<b>20 929 015</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>					
Personnel	0	407 879	289 443	287 188	126 398
Biens et services	0	792 932	341 972	268 942	212 749
Transferts et subventions	0	313 668	125 467	123 965	112 041
Investissement	719 500	713 575	204 630	200 050	193 776
<b>Total</b>	<b>719 500</b>	<b>2 228 054</b>	<b>961 512</b>	<b>880 145</b>	<b>644 965</b>
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>					
Personnel	0	2 250 000	950 000	950 000	950 000
Biens et services	0	921 029	385 610	385 610	385 610
Transferts et subventions	0	45 000	45 000	45 000	45 000
Investissement	238 910	226 965	101 455	63 455	63 455
<b>Total</b>	<b>238 910</b>	<b>3 442 994</b>	<b>1 482 065</b>	<b>1 444 065</b>	<b>1 444 065</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>					
Personnel	0	378 280	184 652	184 652	177 062
Biens et services	0	100 107	50 054	50 054	50 054
Transferts et subventions	0	498 487	199 995	199 995	199 995
Investissement	30 000	28 500	11 400	11 400	11 400
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>1 005 374</b>	<b>446 100</b>	<b>446 100</b>	<b>438 510</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>					
Personnel	0	12 980	6 490	6 490	6 352
Biens et services	0	109 908	50 210	36 050	36 505
Investissement	27 630	27 630	15 252	10 760	7 693
<b>Total</b>	<b>27 630</b>	<b>150 518</b>	<b>71 952</b>	<b>53 301</b>	<b>50 549</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>					
Personnel	0	98 607 968	49 180 945	49 176 561	47 535 868
Biens et services	0	58 113 764	32 969 404	23 696 916	20 314 658
Transferts et subventions	0	738 134	368 974	327 503	327 503
Investissement	93 250 786	123 292 791	84 170 337	61 051 865	39 545 281
<b>Total</b>	<b>107 115 191</b>	<b>280 752 657</b>	<b>166 689 661</b>	<b>134 252 845</b>	<b>107 723 311</b>
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE</b>					
Personnel	0	10 217 274	5 681 928	5 155 309	4 208 418
Biens et services	0	5 341 268	2 859 908	2 231 284	1 303 353
Transferts et subventions	0	922 046	278 293	263 786	241 567
Investissement	2 772 853	4 749 218	2 206 084	1 407 243	1 287 771
<b>Total</b>	<b>2 772 853</b>	<b>21 229 806</b>	<b>11 026 213</b>	<b>9 057 622</b>	<b>7 041 109</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>					
Personnel	0	664 300	332 150	332 150	332 150
Biens et services	0	444 617	194 646	194 646	194 646
Investissement	218 000	207 100	82 840	82 840	82 840
<b>Total</b>	<b>218 000</b>	<b>1 316 017</b>	<b>609 636</b>	<b>609 636</b>	<b>609 636</b>
<b>225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT</b>					
Personnel	0	200 240	100 120	77 620	71 276
Biens et services	0	368 120	237 519	211 133	171 479
Transferts et subventions	0	30 000	30 000	0	0
Investissement	350 000	350 000	148 000	26 001	7 657
<b>Total</b>	<b>350 000</b>	<b>948 360</b>	<b>515 639</b>	<b>314 754</b>	<b>250 412</b>
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>					
Personnel	0	250 000	125 000	125 000	125 000
Biens et services	0	220 500	90 800	90 800	90 800
Investissement	20 000	19 000	7 600	7 600	7 600
<b>Total</b>	<b>20 000</b>	<b>489 500</b>	<b>223 400</b>	<b>223 400</b>	<b>223 400</b>
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>					
Personnel	0	39 111 122	18 740 825	17 525 825	18 733 383
Biens et services	0	9 369 877	4 925 566	3 660 210	2 033 976
Transferts et subventions	0	1 142 375	456 949	431 122	431 122
Investissement	28 866 803	30 605 469	14 059 889	11 100 498	9 451 402
<b>Total</b>	<b>30 722 479</b>	<b>80 228 843</b>	<b>38 183 230</b>	<b>32 717 655</b>	<b>30 649 883</b>
<b>235 SECURITE D'ETAT</b>					
Biens et services	0	7 932 573	4 717 232	4 644 049	4 644 049
Investissement	500 000	500 000	250 000	0	0
<b>Total</b>	<b>500 000</b>	<b>8 432 573</b>	<b>4 967 232</b>	<b>4 644 049</b>	<b>4 644 049</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
Personnel	0	17 185 101	9 060 399	8 708 738	6 769 207
Biens et services	0	10 309 241	5 754 564	4 236 953	2 654 402
Transferts et subventions	0	10 482 812	6 390 510	3 107 585	2 017 177
Investissement	52 236 787	44 665 670	13 625 435	7 957 610	6 439 690
<b>Total</b>	<b>49 750 436</b>	<b>82 642 824</b>	<b>34 830 908</b>	<b>24 010 886</b>	<b>17 880 475</b>
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>					
Personnel	0	250 000	125 000	69 935	69 935
Transferts et subventions	0	677 305	271 522	258 204	232 817
Investissement	400 000	400 000	152 000	12 305	12 305
<b>Total</b>	<b>400 000</b>	<b>1 327 305</b>	<b>548 522</b>	<b>340 444</b>	<b>315 057</b>
<b>312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)</b>					
Transferts et subventions	0	430 391	190 756	189 756	189 756
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>430 391</b>	<b>190 756</b>	<b>189 756</b>	<b>189 756</b>
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>					
Personnel	0	1 058 994	625 156	538 482	522 232
Biens et services	0	1 567 708	727 296	496 573	417 232
Transferts et subventions	0	28 500	11 400	6 481	6 481
Investissement	1 768 402	1 313 484	956 993	749 048	345 874
<b>Total</b>	<b>1 352 402</b>	<b>3 968 686</b>	<b>2 320 844</b>	<b>1 790 584</b>	<b>1 291 819</b>
<b>323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>					
Personnel	0	622 044	338 047	320 646	288 131
Biens et services	0	1 259 510	625 358	356 228	214 653
Transferts et subventions	0	1 738 075	748 935	659 077	536 873
Investissement	10 103 227	10 089 429	470 406	306 355	193 940
<b>Total</b>	<b>10 103 227</b>	<b>13 709 058</b>	<b>2 182 747</b>	<b>1 642 307</b>	<b>1 233 597</b>
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>					
Personnel	0	5 307 116	2 803 719	2 687 683	2 037 764
Biens et services	0	16 570 975	8 506 069	6 534 102	4 828 345
Transferts et subventions	0	2 605 235	1 084 943	949 858	625 345
Investissement	3 686 055	3 591 760	1 382 073	438 803	197 285
<b>Total</b>	<b>3 686 055</b>	<b>28 075 086</b>	<b>13 776 804</b>	<b>10 610 447</b>	<b>7 688 739</b>
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>					
Personnel	0	129 731	72 768	72 768	72 768
Biens et services	0	396 057	251 315	235 871	235 871
Transferts et subventions	0	96 000	39 000	39 000	39 000
Investissement	153 619	945 939	381 575	381 575	381 575
<b>Total</b>	<b>153 619</b>	<b>1 567 727</b>	<b>744 658</b>	<b>729 214</b>	<b>729 214</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE</b>					
Personnel	0	271 908	135 954	135 954	108 042
Biens et services	0	941 344	381 286	359 989	351 133
Transferts et subventions	0	5 397 022	2 584 656	2 343 303	1 894 437
Investissement	22 788 596	22 025 780	6 834 430	6 530 003	6 102 757
<b>Total</b>	<b>22 788 596</b>	<b>28 636 054</b>	<b>9 936 327</b>	<b>9 369 248</b>	<b>8 456 369</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE</b>					
Personnel	0	123 323	68 104	52 999	59 442
Biens et services	0	512 579	232 458	214 223	204 884
Transferts et subventions	0	342 889	194 155	136 401	136 401
Investissement	215 640	204 858	90 285	33 284	19 242
<b>Total</b>	<b>215 640</b>	<b>1 183 649</b>	<b>585 003</b>	<b>436 907</b>	<b>419 969</b>
<b>341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>					
Personnel	0	113 933	56 967	56 967	47 491
Biens et services	0	647 888	309 731	278 807	275 579
Transferts et subventions	0	2 277 421	953 008	933 648	759 835
Investissement	48 900	46 455	20 574	14 993	10 203
<b>Total</b>	<b>48 900</b>	<b>3 085 697</b>	<b>1 340 279</b>	<b>1 284 415</b>	<b>1 093 107</b>
<b>380 MINISTERE DU COMMERCE</b>					
Personnel	0	1 072 824	606 483	569 839	512 982
Biens et services	0	1 029 359	425 051	300 632	220 260
Transferts et subventions	0	295 007	130 130	102 073	79 327
Investissement	2 697 853	4 234 612	1 396 444	744 844	676 205
<b>Total</b>	<b>2 697 853</b>	<b>6 631 802</b>	<b>2 558 107</b>	<b>1 717 388</b>	<b>1 488 775</b>
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>					
Personnel	0	195 915 349	127 871 554	104 591 247	83 259 462
Biens et services	0	43 528 450	27 373 928	19 906 426	13 410 759
Transferts et subventions	0	11 571 858	5 937 901	4 837 745	3 784 114
Investissement	42 983 113	48 166 937	32 792 008	18 225 001	6 428 339
<b>Total</b>	<b>42 983 113</b>	<b>299 182 594</b>	<b>193 975 392</b>	<b>147 560 419</b>	<b>106 882 674</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
Personnel	0	6 548 919	2 806 588	1 435 098	568 479
Biens et services	0	2 067 762	924 672	641 344	388 856
Transferts et subventions	0	58 970 946	34 686 856	27 594 998	21 647 232
Investissement	9 655 623	14 257 066	4 114 502	939 000	576 908
<b>Total</b>	<b>9 655 623</b>	<b>81 844 693</b>	<b>42 532 619</b>	<b>30 610 440</b>	<b>23 181 476</b>
<b>510 MINISTERE DE LA CULTURE</b>					
Personnel	0	1 246 595	674 570	611 226	560 439
Biens et services	0	1 684 441	709 582	601 945	496 279
Transferts et subventions	0	2 716 038	1 438 206	1 222 076	1 130 190
Investissement	2 764 302	3 299 839	942 212	354 223	197 498
<b>Total</b>	<b>2 764 302</b>	<b>8 946 913</b>	<b>3 764 570</b>	<b>2 789 470</b>	<b>2 384 406</b>



## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>520 MINISTERE DES SPORTS</b>					
Personnel	0	901 508	473 654	414 460	351 467
Biens et services	0	3 690 278	2 681 404	2 043 606	1 723 912
Transferts et subventions	0	1 657 556	1 167 487	960 612	811 900
Investissement	1 366 239	1 672 935	686 304	26 169	12 589
<b>Total</b>	<b>1 286 239</b>	<b>7 922 277</b>	<b>5 008 850</b>	<b>3 444 847</b>	<b>2 899 868</b>
<b>525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE</b>					
Personnel	0	997 169	544 387	508 492	386 813
Biens et services	0	1 034 606	447 592	397 811	340 182
Transferts et subventions	0	396 560	227 882	201 804	175 265
Investissement	2 972 963	3 294 067	1 776 861	1 226 300	638 022
<b>Total</b>	<b>3 352 963</b>	<b>5 722 402</b>	<b>2 996 722</b>	<b>2 334 406</b>	<b>1 540 283</b>
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>					
Personnel	0	30 210 095	16 417 469	13 562 102	10 361 277
Biens et services	0	16 005 996	5 896 158	2 275 031	1 658 614
Transferts et subventions	0	30 822 300	16 567 982	12 754 646	9 292 114
Investissement	28 546 956	29 180 960	3 759 898	792 574	642 905
<b>Total</b>	<b>28 546 956</b>	<b>106 219 351</b>	<b>42 641 507</b>	<b>29 384 353</b>	<b>21 954 909</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>					
Personnel	0	113 579	69 877	63 811	50 755
Transferts et subventions	0	2 805 132	1 122 652	1 102 538	692 352
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>2 918 711</b>	<b>1 192 529</b>	<b>1 166 348</b>	<b>743 107</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
Personnel	0	1 409 324	801 259	719 223	566 205
Biens et services	0	1 272 456	511 551	452 217	389 799
Transferts et subventions	0	317 182	144 705	137 886	134 492
Investissement	6 399 137	6 389 193	1 304 444	618 004	532 338
<b>Total</b>	<b>6 399 137</b>	<b>9 388 155</b>	<b>2 761 958</b>	<b>1 927 330</b>	<b>1 622 835</b>
<b>660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE</b>					
Personnel	0	3 081 915	2 056 410	1 627 035	1 067 399
Biens et services	0	1 807 906	824 549	679 689	368 503
Transferts et subventions	0	53 513 903	37 637 618	36 316 403	36 200 492
Investissement	9 454 154	9 406 453	971 817	336 386	141 053
<b>Total</b>	<b>9 419 154</b>	<b>67 810 177</b>	<b>41 490 394</b>	<b>38 959 513</b>	<b>37 777 446</b>
<b>700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT</b>					
Personnel	0	1 125 438	582 982	562 469	508 613
Biens et services	0	1 013 294	439 487	299 177	201 934
Transferts et subventions	0	1 154 954	678 379	623 198	581 598
Investissement	63 174 576	170 615 312	62 234 633	44 904 133	43 927 165
<b>Total</b>	<b>63 617 288</b>	<b>173 908 998</b>	<b>63 935 481</b>	<b>46 388 976</b>	<b>45 219 308</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
Personnel	0	3 294 120	1 886 583	1 596 854	1 383 399
Biens et services	0	1 717 009	750 754	501 107	405 520
Transferts et subventions	0	1 127 732	565 721	430 108	366 389
Investissement	25 757 962	19 066 469	4 372 286	1 831 091	1 142 367
<b>Total</b>	<b>26 637 962</b>	<b>25 205 330</b>	<b>7 575 343</b>	<b>4 359 160</b>	<b>3 297 675</b>
<b>720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>					
Personnel	0	1 453 983	740 057	679 266	589 613
Biens et services	0	1 164 256	510 401	421 136	337 451
Transferts et subventions	0	34 534 923	22 185 138	22 113 516	22 034 366
Investissement	55 015 489	73 547 588	6 980 896	4 675 916	1 750 405
<b>Total</b>	<b>59 104 289</b>	<b>110 700 750</b>	<b>30 416 491</b>	<b>27 889 835</b>	<b>24 711 834</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES</b>					
Personnel	0	825 141	412 571	403 571	365 100
Biens et services	0	1 118 861	477 641	289 857	230 399
Transferts et subventions	0	880 425	652 410	599 358	94 368
Investissement	1 807 839	1 798 300	686 979	192 821	110 348
<b>Total</b>	<b>1 807 839</b>	<b>4 622 727</b>	<b>2 229 600</b>	<b>1 485 607</b>	<b>800 216</b>
<b>730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION</b>					
Personnel	0	199 682	99 841	99 841	96 328
Biens et services	0	564 332	237 498	177 122	160 764
Transferts et subventions	0	7 668 043	3 703 328	2 841 072	2 557 610
Investissement	2 863 778	4 116 725	2 823 800	1 084 061	837 034
<b>Total</b>	<b>3 768 163</b>	<b>12 548 782</b>	<b>6 864 467</b>	<b>4 202 096</b>	<b>3 651 736</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>					
Personnel	0	694 710	347 355	268 926	268 249
Transferts et subventions	0	328 996	164 498	164 323	130 118
Investissement	400 000	380 000	152 000	147 318	2 478
<b>Total</b>	<b>400 000</b>	<b>1 403 706</b>	<b>663 853</b>	<b>580 567</b>	<b>400 845</b>
<b>740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES</b>					
Personnel	0	3 053 833	1 635 135	1 525 558	1 356 501
Biens et services	0	1 681 654	837 460	683 947	320 015
Transferts et subventions	0	648 734	397 494	117 684	91 460
Investissement	14 449 292	16 738 828	2 045 030	710 162	656 166
<b>Total</b>	<b>14 449 292</b>	<b>22 123 049</b>	<b>4 915 119</b>	<b>3 037 350</b>	<b>2 424 142</b>
<b>750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>					
Personnel	0	312 614	184 566	184 566	174 791
Biens et services	0	537 183	197 720	165 327	157 080
Transferts et subventions	0	684 052	460 602	445 131	402 385
Investissement	11 767 155	13 759 118	3 189 675	2 546 668	1 804 251
<b>Total</b>	<b>11 767 155</b>	<b>15 292 967</b>	<b>4 032 564</b>	<b>3 341 692</b>	<b>2 538 507</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
Personnel	0	969 050	491 733	491 418	377 795
Biens et services	0	666 103	271 385	146 730	92 507
Transferts et subventions	0	1 016 907	411 762	352 557	339 577
Investissement	2 764 484	3 674 635	1 398 204	413 745	297 922
<b>Total</b>	<b>2 764 484</b>	<b>6 326 695</b>	<b>2 573 085</b>	<b>1 404 449</b>	<b>1 107 800</b>
<b>800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>					
Personnel	0	911 455	487 228	473 728	162 637
Biens et services	0	691 260	315 492	225 166	214 432
Transferts et subventions	0	290 606	143 742	104 572	84 144
Investissement	713 396	697 927	261 970	150 167	64 392
<b>Total</b>	<b>704 396</b>	<b>2 591 248</b>	<b>1 208 431</b>	<b>953 633</b>	<b>525 605</b>
<b>812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE</b>					
Personnel	0	248 377	124 189	124 189	72 421
Biens et services	0	1 023 263	427 431	365 024	346 515
Transferts et subventions	0	902 482	362 050	214 618	209 231
Investissement	627 582	616 204	232 816	95 429	36 650
<b>Total</b>	<b>627 582</b>	<b>2 790 326</b>	<b>1 146 485</b>	<b>799 260</b>	<b>664 817</b>
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
Personnel	0	5 688 866	2 956 615	2 930 639	2 286 978
Biens et services	0	3 211 913	1 352 224	961 317	689 083
Transferts et subventions	0	39 535 766	15 412 757	10 112 354	9 787 178
Investissement	100 874 206	104 036 353	14 811 695	8 384 689	6 092 049
<b>Total</b>	<b>100 878 260</b>	<b>152 472 898</b>	<b>34 533 291</b>	<b>22 388 999</b>	<b>18 855 288</b>
<b>822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>					
Personnel	0	3 177 981	1 685 285	1 618 214	1 176 113
Biens et services	0	1 612 867	780 295	593 416	500 478
Transferts et subventions	0	4 509 398	2 654 281	2 450 160	1 784 073
Investissement	22 815 304	19 025 783	2 368 080	730 697	382 877
<b>Total</b>	<b>19 421 399</b>	<b>28 326 029</b>	<b>7 487 941</b>	<b>5 392 487</b>	<b>3 843 541</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>					
Personnel	0	221 798	110 899	110 899	95 664
Biens et services	0	125 681	58 998	43 122	38 323
Transferts et subventions	0	28 598	12 039	12 038	11 439
Investissement	6 530 000	6 528 501	4 758 004	4 223 263	4 221 151
<b>Total</b>	<b>6 530 000</b>	<b>6 904 578</b>	<b>4 939 940</b>	<b>4 389 321</b>	<b>4 366 576</b>
<b>860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>					
Personnel	0	462 063	231 582	213 532	188 218
Biens et services	0	824 713	384 219	299 867	243 068
Transferts et subventions	0	476 051	219 045	183 028	179 955
Investissement	1 128 616	1 124 686	429 824	68 920	6 500
<b>Total</b>	<b>1 128 616</b>	<b>2 887 513</b>	<b>1 264 669</b>	<b>765 346</b>	<b>617 741</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>					
Personnel	0	51 007 166	18 517 895	2 287 207	2 229 157
Biens et services	0	190 603 503	77 084 953	56 086 143	47 082 887
Transferts et subventions	0	40 330 294	10 204 427	7 844 647	6 345 598
Investissement	145 736 914	101 623 126	28 467 328	18 570 417	16 113 742
<b>Total</b>	<b>129 337 278</b>	<b>383 564 089</b>	<b>134 274 602</b>	<b>84 788 414</b>	<b>71 771 384</b>
<b>TOTAL</b>	<b>796 119 780</b>	<b>2 207 651 690</b>	<b>993 914 001</b>	<b>752 920 443</b>	<b>618 946 941</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>2 BUDGETS ANNEXES</b>					
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
Personnel	0	1 959 000	971 100	521 744	521 744
Biens et services	0	2 127 273	1 014 932	400 097	400 097
Transferts et subventions	0	588 000	294 000	233 750	233 750
Investissement	1 839 935	1 839 935	863 518	539 791	440 896
<b>Total</b>	<b>1 839 935</b>	<b>6 514 208</b>	<b>3 143 549</b>	<b>1 695 381</b>	<b>1 596 486</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 839 935</b>	<b>6 514 208</b>	<b>3 143 549</b>	<b>1 695 381</b>	<b>1 596 486</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>					
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
Biens et services	0	61 786 270	61 786 270	28 739 745	25 411 034
Investissement	40 000 000	40 000 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>40 000 000</b>	<b>101 786 270</b>	<b>61 786 270</b>	<b>28 739 745</b>	<b>25 411 034</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
Investissement	2 616 620	2 616 620	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 616 620</b>	<b>2 616 620</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
Transferts et subventions	0	800 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
Biens et services	0	345 000	172 500	99 828	0
Transferts et subventions	0	108 250	54 125	0	0
Investissement	846 750	846 750	423 375	174 699	0
<b>Total</b>	<b>846 750</b>	<b>1 300 000</b>	<b>650 000</b>	<b>274 527</b>	<b>0</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES</b>					
Personnel	0	470 000	85 470	57 481	53 598
Biens et services	0	1 108 750	347 992	215 894	168 558
Investissement	550 000	550 000	111 896	34 854	29 957
<b>Total</b>	<b>550 000</b>	<b>2 128 750</b>	<b>545 358</b>	<b>308 229</b>	<b>252 113</b>
<b>750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>					
Investissement	2 981 400	2 981 400	1 192 560	0	0
<b>Total</b>	<b>2 981 400</b>	<b>2 981 400</b>	<b>1 192 560</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
Investissement	5 000 000	5 000 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>51 994 770</b>	<b>116 613 040</b>	<b>64 174 188</b>	<b>29 322 500</b>	<b>25 663 147</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>849 954 485</b>	<b>2 330 778 938</b>	<b>1 061 231 738</b>	<b>783 938 325</b>	<b>646 206 574</b>

**ANNEXE 4 :**

**SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES**

**PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE**

**AU 30 JUIN 2018.**

*Sans le financement extérieur du BSI*

**BUDGET D'ÉTAT : DEPENSES 2018**

**Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
<b>01 Services généraux des administrations publiques</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	43 242 525	195 652 550	129 643 252	83 063 293	71 113 616
01.3 Services généraux	15 867 734	38 437 920	26 454 499	6 342 940	4 653 070
01.4 Recherche fondamentale	30 000	343 404	162 470	141 859	133 292
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 781 579	1 916 661	1 260 438	780 024	611 019
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	43 651 764	192 756 795	70 060 590	49 133 327	36 348 283
01.7 Opérations concernant la dette publique	150 000	116 019 640	44 813 265	35 701 045	33 331 726
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 000 000	17 483 747	6 973 497	6 973 497	6 973 497
<b>TOTAL Services généraux des administrations publiques</b>	<b>120 723 602</b>	<b>562 610 717</b>	<b>279 368 009</b>	<b>182 135 985</b>	<b>153 164 501</b>
<b>02 Défense</b>					
02.1 Défense militaire	33 448 874	84 518 156	40 435 096	27 718 660	11 984 311
02.2 Défense civile		1 547 500	1 199 170	1 199 170	1 199 170
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	122 776	82 566	82 566	40 439
02.5 Défense n.c.a.	70 545 026	191 664 086	123 941 992	104 472 610	94 430 827
<b>TOTAL Défense</b>	<b>104 044 319</b>	<b>277 852 518</b>	<b>165 658 825</b>	<b>133 473 006</b>	<b>107 654 748</b>
<b>03 Ordre et sécurité publics</b>					
03.1 Services de police	9 296 385	44 600 242	22 106 579	20 593 672	21 061 464
03.2 Services de protection civile	5 909 669	13 106 426	3 545 272	3 139 340	3 221 430
03.3 Tribunaux	3 390 884	17 947 049	8 987 009	7 275 280	6 312 219
03.4 Administration pénitentiaire	30 017	5 003 500	2 966 779	2 842 685	2 226 249
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	19 672 837	40 172 176	22 032 026	17 723 282	13 373 574
<b>TOTAL Ordre et sécurité publics</b>	<b>38 299 792</b>	<b>120 829 393</b>	<b>59 637 665</b>	<b>51 574 258</b>	<b>46 194 937</b>
<b>04 Affaires économiques</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	13 673 340	26 112 098	7 759 945	6 115 930	4 790 371
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	273 204 760	345 662 986	65 804 282	41 282 182	31 734 786
04.3 Combustibles et énergie	13 855 046	28 260 182	8 451 530	6 358 737	5 861 250
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 894 827	8 154 845	3 780 285	2 466 908	1 322 917
04.5 Transports	85 627 609	185 530 257	68 468 152	51 073 566	48 561 579
04.6 Communications	3 567 639	13 770 786	7 081 357	5 004 989	4 515 115
04.7 Autres branches d'activité	2 209 005	8 065 350	3 749 368	2 164 607	1 876 868
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	1 481 773	3 385 338	1 965 719	911 558	643 057
04.9 Affaires économiques n.c.a.	16 174 027	47 807 503	22 984 098	22 371 519	21 989 436
<b>TOTAL Affaires économiques</b>	<b>411 688 026</b>	<b>666 749 345</b>	<b>190 044 735</b>	<b>137 749 995</b>	<b>121 295 377</b>



**BUDGET D'ÉTAT : DEPENSES 2018**

**Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
<b>05 Protection de l'environnement</b>					
05.1 Gestion des déchets	13 500 000	5 500 000	3 387 140	2 717 140	2 717 140
05.2 Gestion des eaux usées	1 620 000	1 937 246	940 925	221 751	115 388
05.3 Lutte contre la pollution	8 000	33 725	13 490	8 738	
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	255 000	276 600	105 640	98 039	96 596
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	76 680	1 168 219	597 360	558 439	458 206
<b>TOTAL Protection de l'environnement</b>	<b>15 459 680</b>	<b>8 915 790</b>	<b>5 044 555</b>	<b>3 604 107</b>	<b>3 387 330</b>
<b>06 Logement et équipements collectifs</b>					
06.1 Logement	10 000 000	10 142 310	56 924	36 990	23 405
06.2 Équipements collectifs	14 759 000	8 065 515	2 108 588	519 037	448 291
06.3 Alimentation en eau	8 574 706	23 620 473	1 478 933	1 093 186	705 649
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	5 654 907	14 260 860	7 148 465	4 818 755	4 343 966
<b>TOTAL Logement et équipements collectifs</b>	<b>38 988 613</b>	<b>56 089 158</b>	<b>10 792 909</b>	<b>6 467 968</b>	<b>5 521 311</b>
<b>07 Santé</b>					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 046 959	1 005 534	974 649	974 649
07.2 Services ambulatoires	80 000	76 000	30 400	2 496	2 496
07.3 Services hospitaliers	19 682 241	37 866 258	11 730 062	9 650 473	6 876 780
07.4 Services de santé publique	1 853 893	13 225 579	6 288 323	4 999 862	3 896 242
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 150 250	4 587 667	2 363 073	1 560 232	1 298 195
07.6 Santé n.c.a.	5 844 257	65 812 830	24 299 475	14 886 131	11 133 806
<b>TOTAL Santé</b>	<b>28 610 641</b>	<b>122 615 293</b>	<b>45 716 867</b>	<b>32 073 843</b>	<b>24 182 169</b>
<b>08 Loisirs, culture et culte</b>					
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 563 284	6 924 079	4 332 413	2 806 723	2 430 982
08.2 Services culturels	1 380 116	5 439 147	2 398 968	1 673 123	1 389 821
08.4 Culte et autres services communautaires		214 290	142 716	85 225	85 225
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	4 301 167	9 374 910	4 361 514	3 240 559	2 498 037
<b>TOTAL Loisirs, culture et culte</b>	<b>7 244 567</b>	<b>21 952 426</b>	<b>11 235 611</b>	<b>7 805 629</b>	<b>6 404 065</b>
<b>09 Enseignement</b>					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	4 265 150	149 114 877	101 812 575	82 444 100	66 409 824
09.2 Enseignement secondaire	33 184 088	106 100 711	73 494 556	52 010 942	34 010 059
09.4 Enseignement supérieur	3 501 179	65 313 633	37 365 354	28 303 804	22 237 579
09.5 Enseignement non défini par niveau	708 672	1 625 034	368 098	163 014	116 427

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**

**Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
<b>09 Enseignement</b>					
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	7 081 635	3 880 673	1 168 019	375 053
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6 296 870	6 232 571	1 483 424	473 223	392 458
09.8 Enseignement n.c.a.	7 726 007	58 523 918	23 216 826	17 015 003	9 497 260
<b>TOTAL Enseignement</b>	<b>58 104 358</b>	<b>393 992 379</b>	<b>241 621 505</b>	<b>181 578 105</b>	<b>133 038 659</b>
<b>10 Protection sociale</b>					
10.1 Maladie et invalidité		1 477 679	594 072	52 221	26 862
10.2 Vieillesse		48 451 422	35 229 451	35 229 451	35 229 451
10.4 Famille et enfants	5 105 793	8 155 764	1 957 851	1 327 325	993 567
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	3 761	206 256	82 502	81 757	80 327
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	504 277	924 638	473 967	338 042	252 790
10.9 Protection sociale n.c.a.	21 177 056	39 956 160	13 773 213	10 446 632	8 780 479
<b>TOTAL Protection sociale</b>	<b>26 790 887</b>	<b>99 171 919</b>	<b>52 111 056</b>	<b>47 475 428</b>	<b>45 363 476</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>849 954 485</b>	<b>2 330 778 938</b>	<b>1 061 231 738</b>	<b>783 938 325</b>	<b>646 206 574</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	1 507 529	16 419 340	7 503 839	7 503 839	7 321 583
<b>Total</b>	<b>1 507 529</b>	<b>16 419 340</b>	<b>7 503 839</b>	<b>7 503 839</b>	<b>7 321 583</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	500 000	4 789 018	2 514 788	2 350 101	1 917 301
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	10 285	7 958 012	5 706 357	4 347 404	3 272 434
02.5 Défense n.c.a.	0	137 487	52 914	48 574	46 875
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	190 000	511 399	279 640	219 470	218 360
04.6 Communications	0	232 158	91 350	77 138	77 139
07.4 Services de santé publique	0	1 019	408	408	408
08.2 Services culturels	0	90 000	36 000	36 000	36 000
<b>Total</b>	<b>700 285</b>	<b>13 719 093</b>	<b>8 681 457</b>	<b>7 079 095</b>	<b>5 568 517</b>
<b>130 PRIMATURE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	1 071 324	5 617 500	3 412 520	2 856 144	2 073 930
01.3 Services généraux	0	159 554	75 670	72 201	67 412
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	595 293	3 937 920	2 210 856	1 317 740	1 106 261
03.3 Tribunaux	0	14 250	5 700	5 698	5 698
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	211 500	565 904	255 204	194 780	153 405
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	200 000	76 000	0	0
04.6 Communications	0	23 261	9 304	8 572	8 572
07.4 Services de santé publique	0	1 178	471	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	2 530 460	1 040 812	225 951	128 120
<b>Total</b>	<b>2 078 117</b>	<b>13 050 027</b>	<b>7 086 536</b>	<b>4 681 086</b>	<b>3 543 397</b>
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	45 119	562 411	244 307	219 158	211 374
<b>Total</b>	<b>45 119</b>	<b>562 411</b>	<b>244 307</b>	<b>219 158</b>	<b>211 374</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	127 464	928 020	519 403	377 136	405 421
03.3 Tribunaux	200 000	200 000	200 000	195 693	194 690
<b>Total</b>	<b>327 464</b>	<b>1 128 020</b>	<b>719 403</b>	<b>572 829</b>	<b>600 111</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>					
03.3 Tribunaux	734 500	2 758 026	1 394 140	1 260 380	1 003 940
<b>Total</b>	<b>734 500</b>	<b>2 758 026</b>	<b>1 394 140</b>	<b>1 260 380</b>	<b>1 003 940</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>					
03.3 Tribunaux	0	916 821	467 914	388 517	283 114
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>916 821</b>	<b>467 914</b>	<b>388 517</b>	<b>283 114</b>
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	350 000	1 331 816	714 125	605 242	568 856
<b>Total</b>	<b>350 000</b>	<b>1 331 816</b>	<b>714 125</b>	<b>605 242</b>	<b>568 856</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	345 000	1 882 118	873 186	703 132	626 249
<b>Total</b>	<b>345 000</b>	<b>1 882 118</b>	<b>873 186</b>	<b>703 132</b>	<b>626 249</b>
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	7 330 985	40 347 546	25 289 156	20 657 444	18 801 392
01.3 Services généraux	152 000	161 598	61 941	39 624	27 015
04.6 Communications	0	11 432	4 992	2 603	2 603
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	969 509	969 509	968 428	968 428
09.8 Enseignement n.c.a.	1 286 000	1 286 000	1 286 000	1 129 576	1 129 576
<b>Total</b>	<b>8 768 985</b>	<b>42 776 085</b>	<b>27 611 597</b>	<b>22 797 676</b>	<b>20 929 015</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	25 000	587 622	324 421	293 213	142 438
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	93 500	1 038 739	477 214	427 770	343 365
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	250 000	250 000	95 000	94 285	94 285
07.4 Services de santé publique	0	693	277	277	277
09.4 Enseignement supérieur	351 000	351 000	64 600	64 600	64 600
<b>Total</b>	<b>719 500</b>	<b>2 228 054</b>	<b>961 512</b>	<b>880 145</b>	<b>644 965</b>
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	238 910	3 442 994	1 482 065	1 444 065	1 444 065
<b>Total</b>	<b>238 910</b>	<b>3 442 994</b>	<b>1 482 065</b>	<b>1 444 065</b>	<b>1 444 065</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>					
03.3 Tribunaux	30 000	1 005 374	446 100	446 100	438 510
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>1 005 374</b>	<b>446 100</b>	<b>446 100</b>	<b>438 510</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>					
04.6 Communications	27 630	150 518	71 952	53 301	50 549
<b>Total</b>	<b>27 630</b>	<b>150 518</b>	<b>71 952</b>	<b>53 301</b>	<b>50 549</b>
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>					
02.1 Défense militaire	33 448 874	84 518 156	40 435 096	27 718 660	11 984 311
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	122 776	82 566	82 566	40 439
02.5 Défense n.c.a.	70 045 026	191 026 599	123 639 078	104 424 036	94 383 952
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 496 660	3 496 660	1 748 330	1 562 899	874 165
07.3 Services hospitaliers	0	514 713	252 895	252 891	252 891
07.4 Services de santé publique	0	11 267	5 634	5 634	5 634
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	9 738	3 895	3 895	3 895
07.6 Santé n.c.a.	18 935	641 071	322 550	58 383	48 547
09.2 Enseignement secondaire	12 325	225 467	110 080	106 382	95 074
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	10 250	9 738	3 895	3 895	3 895
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	176 472	85 642	33 606	30 508
<b>Total</b>	<b>107 115 191</b>	<b>280 752 657</b>	<b>166 689 661</b>	<b>134 252 845</b>	<b>107 723 311</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE</b>					
02.2 Défense civile	0	47 500	19 000	19 000	19 000
03.3 Tribunaux	2 426 384	10 923 433	5 579 457	4 104 457	3 684 603
03.4 Administration pénitentiaire	30 017	5 003 500	2 966 779	2 842 685	2 226 249
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	258 252	4 504 883	2 245 777	1 903 563	932 438
07.4 Services de santé publique	0	678	271	0	0
09.4 Enseignement supérieur	58 200	549 812	134 929	107 998	98 900
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	200 000	80 000	79 919	79 919
<b>Total</b>	<b>2 772 853</b>	<b>21 229 806</b>	<b>11 026 213</b>	<b>9 057 622</b>	<b>7 041 109</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	218 000	1 316 017	609 636	609 636	609 636
<b>Total</b>	<b>218 000</b>	<b>1 316 017</b>	<b>609 636</b>	<b>609 636</b>	<b>609 636</b>
<b>225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT</b>					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	350 000	521 660	246 438	91 533	56 899
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	426 700	269 201	223 221	193 513
<b>Total</b>	<b>350 000</b>	<b>948 360</b>	<b>515 639</b>	<b>314 754</b>	<b>250 412</b>
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	20 000	489 500	223 400	223 400	223 400
<b>Total</b>	<b>20 000</b>	<b>489 500</b>	<b>223 400</b>	<b>223 400</b>	<b>223 400</b>
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>					
03.1 Services de police	9 296 385	44 600 242	22 106 579	20 593 672	21 061 464
03.2 Services de protection civile	5 909 669	12 857 701	3 545 272	3 139 340	3 221 430
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	15 516 425	22 734 057	12 516 643	8 975 299	6 357 645
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	36 843	14 736	9 344	9 344
<b>Total</b>	<b>30 722 479</b>	<b>80 228 843</b>	<b>38 183 230</b>	<b>32 717 655</b>	<b>30 649 883</b>
<b>235 SECURITE D'ETAT</b>					
02.5 Défense n.c.a.	500 000	500 000	250 000	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	7 932 573	4 717 232	4 644 049	4 644 049
<b>Total</b>	<b>500 000</b>	<b>8 432 573</b>	<b>4 967 232</b>	<b>4 644 049</b>	<b>4 644 049</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement-----				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	27 247 366	53 462 165	25 057 411	17 630 128	12 538 933
01.3 Services généraux	4 326 434	6 506 937	3 064 952	2 522 816	1 844 077
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	931 579	895 001	539 000	393 200	283 463
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	3 696	134 817	62 836	42 484	38 384
01.7 Opérations concernant la dette publique	150 000	150 000	57 000	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	8 150 000	8 150 000	57 000	57 000	57 000
04.3 Combustibles et énergie	750 000	1 671 505	1 288 433	530 460	294 368
06.2 Équipements collectifs	600 000	600 000	228 000	0	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	956 361	3 806 361	3 806 361	2 217 600	2 217 600
07.4 Services de santé publique	0	745	298	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	135 000	765 293	99 617	47 199	36 650
10.9 Protection sociale n.c.a.	6 500 000	6 500 000	570 000	570 000	570 000
<b>Total</b>	<b>49 750 436</b>	<b>82 642 824</b>	<b>34 830 908</b>	<b>24 010 886</b>	<b>17 880 475</b>
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	400 000	1 327 305	548 522	340 444	315 057
<b>Total</b>	<b>400 000</b>	<b>1 327 305</b>	<b>548 522</b>	<b>340 444</b>	<b>315 057</b>
<b>312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	430 391	190 756	189 756	189 756
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>430 391</b>	<b>190 756</b>	<b>189 756</b>	<b>189 756</b>
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	500 000	500 000	475 000	295 292	270 657
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	300 000	300 000	114 000	113 998	0
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	547 402	3 121 586	1 713 005	1 367 376	1 007 244
07.4 Services de santé publique	0	426	170	170	170
10.9 Protection sociale n.c.a.	5 000	46 674	18 669	13 748	13 748
<b>Total</b>	<b>1 352 402</b>	<b>3 968 686</b>	<b>2 320 844</b>	<b>1 790 584</b>	<b>1 291 819</b>
<b>323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	10 088 227	13 399 641	2 040 060	1 544 269	1 163 832
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	494	197	0	0
07.4 Services de santé publique	0	779	312	0	0
09.2 Enseignement secondaire	0	99 610	52 577	23 833	23 833
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	194 284	83 901	74 206	45 932
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	15 000	14 250	5 700	0	0
<b>Total</b>	<b>10 103 227</b>	<b>13 709 058</b>	<b>2 182 747</b>	<b>1 642 307</b>	<b>1 233 597</b>
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>					
01.3 Services généraux	1 500 000	1 500 000	570 000	43 374	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 182 294	26 514 867	13 182 716	10 555 323	7 688 330
04.6 Communications	0	53 272	21 309	9 912	0
07.4 Services de santé publique	0	691	276	0	0
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	3 761	6 256	2 502	1 838	409
<b>Total</b>	<b>3 686 055</b>	<b>28 075 086</b>	<b>13 776 804</b>	<b>10 610 447</b>	<b>7 688 739</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement-----				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>					
04.6 Communications	153 619	1 567 727	744 658	729 214	729 214
<b>Total</b>	<b>153 619</b>	<b>1 567 727</b>	<b>744 658</b>	<b>729 214</b>	<b>729 214</b>
<b>335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE</b>					
01.3 Services généraux	330 000	1 815 000	829 514	638 014	432 501
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 008 596	4 148 858	1 751 998	1 493 726	793 763
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publique	16 000 000	17 483 747	6 973 497	6 973 497	6 973 497
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	459 738	183 895	180 761	178 755
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	4 400 000	4 400 000	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	328 711	197 423	83 250	77 852
<b>Total</b>	<b>22 788 596</b>	<b>28 636 054</b>	<b>9 936 327</b>	<b>9 369 248</b>	<b>8 456 369</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTTE</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	150 000	237 750	95 600	30 483	24 500
08.4 Culte et autres services communautaires	0	214 290	142 716	85 225	85 225
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	65 640	731 609	346 687	321 200	310 244
<b>Total</b>	<b>215 640</b>	<b>1 183 649</b>	<b>585 003</b>	<b>436 907</b>	<b>419 969</b>
<b>341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	48 900	955 533	446 175	409 979	391 443
03.3 Tribunaux	0	2 129 145	893 697	874 436	701 665
07.4 Services de santé publique	0	1 019	407	0	0
<b>Total</b>	<b>48 900</b>	<b>3 085 697</b>	<b>1 340 279</b>	<b>1 284 415</b>	<b>1 093 107</b>
<b>380 MINISTERE DU COMMERCE</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	846 368	4 375 182	1 883 120	1 541 083	1 320 330
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 833 000	1 833 000	494 000	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	18 485	423 178	180 810	176 305	168 445
07.4 Services de santé publique	0	442	177	0	0
<b>Total</b>	<b>2 697 853</b>	<b>6 631 802</b>	<b>2 558 107</b>	<b>1 717 388</b>	<b>1 488 775</b>
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	200 000	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 100	45 150	17 459	15 085	15 085
07.4 Services de santé publique	0	67 071	26 828	0	0
07.6 Santé n.c.a.	0	82 457	32 982	14 000	14 000
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	4 265 150	149 114 877	101 812 575	82 444 100	66 409 824
09.2 Enseignement secondaire	32 958 808	104 419 269	72 474 036	51 248 472	33 436 527
09.5 Enseignement non défini par niveau	214 555	236 965	93 845	15 279	11 276
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	7 081 635	3 880 673	1 168 019	375 053
09.8 Enseignement n.c.a.	2 921 108	37 935 170	15 636 993	12 655 463	6 620 908
<b>Total</b>	<b>42 983 113</b>	<b>299 182 594</b>	<b>193 975 392</b>	<b>147 560 419</b>	<b>106 882 674</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
01.4 Recherche fondamentale	30 000	343 404	162 470	141 859	133 292
09.2 Enseignement secondaire	200 000	200 000	76 000	0	0
09.4 Enseignement supérieur	2 951 724	59 622 820	35 028 310	27 182 963	21 321 122
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	150 000	57 000	0	0
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	2 855 000	2 791 963	1 153 829	149 328	68 563
09.8 Enseignement n.c.a.	3 468 899	18 736 506	6 055 010	3 136 289	1 658 499
<b>Total</b>	<b>9 655 623</b>	<b>81 844 693</b>	<b>42 532 619</b>	<b>30 610 440</b>	<b>23 181 476</b>
<b>510 MINISTERE DE LA CULTURE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	13 500	6 750	0	0
01.3 Services généraux	0	18 611	7 444	6 733	4 590
07.4 Services de santé publique	0	2 360	944	944	944
08.2 Services culturels	840 570	4 138 016	1 856 577	1 371 124	1 124 619
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 878 732	3 551 172	1 180 510	840 498	767 364
09.2 Enseignement secondaire	0	453 813	352 012	277 449	262 123
09.4 Enseignement supérieur	45 000	769 441	360 332	292 722	224 766
<b>Total</b>	<b>2 764 302</b>	<b>8 946 913</b>	<b>3 764 570</b>	<b>2 789 470</b>	<b>2 384 406</b>
<b>520 MINISTERE DES SPORTS</b>					
07.4 Services de santé publique	0	596	238	238	238
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 263 284	6 624 079	4 218 413	2 797 687	2 430 982
09.2 Enseignement secondaire	12 955	702 552	429 850	354 807	192 502
09.4 Enseignement supérieur	10 000	595 050	360 348	292 116	276 146
<b>Total</b>	<b>1 286 239</b>	<b>7 922 277</b>	<b>5 008 850</b>	<b>3 444 847</b>	<b>2 899 868</b>
<b>525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 216 168	1 529 236	597 933	546 674	377 007
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	2 136 795	4 193 166	2 398 789	1 787 732	1 163 276
<b>Total</b>	<b>3 352 963</b>	<b>5 722 402</b>	<b>2 996 722</b>	<b>2 334 406</b>	<b>1 540 283</b>
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>					
07.2 Services ambulatoires	80 000	76 000	30 400	2 496	2 496
07.3 Services hospitaliers	19 654 241	36 924 801	11 291 730	9 225 792	6 478 414
07.4 Services de santé publique	1 850 893	13 091 049	6 233 387	4 974 711	3 871 829
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 140 000	4 577 929	2 359 178	1 556 337	1 294 300
07.6 Santé n.c.a.	5 821 822	51 549 572	22 726 812	13 625 017	10 307 870
<b>Total</b>	<b>28 546 956</b>	<b>106 219 351</b>	<b>42 641 507</b>	<b>29 384 353</b>	<b>21 954 909</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>					
07.6 Santé n.c.a.	0	2 918 711	1 192 529	1 166 348	743 107
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>2 918 711</b>	<b>1 192 529</b>	<b>1 166 348</b>	<b>743 107</b>



**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	250 000	250 000	95 000	18 059	18 059
07.4 Services de santé publique	3 000	38 000	15 200	14 622	13 885
07.6 Santé n.c.a.	3 500	53 263	24 602	22 384	20 282
08.1 Services récréatifs et sportifs	300 000	300 000	114 000	9 036	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	9 117	41 649	18 999	16 986	13 225
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	800 000	800 000	320 000	320 000	320 000
10.4 Famille et enfants	5 005 793	7 255 764	1 919 851	1 289 410	993 567
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	7 277	57 139	29 717	24 098	28 204
10.9 Protection sociale n.c.a.	20 450	592 340	224 589	212 735	215 614
<b>Total</b>	<b>6 399 137</b>	<b>9 388 155</b>	<b>2 761 958</b>	<b>1 927 330</b>	<b>1 622 835</b>
<b>660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE</b>					
04.9 Affaires économiques n.c.a.	100 000	100 000	38 000	37 998	19 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	4 165 000	4 165 000	190 000	0	0
07.3 Services hospitaliers	28 000	426 744	185 436	171 790	145 475
07.4 Services de santé publique	0	3 622	1 449	1 441	1 441
10.1 Maladie et invalidité	0	1 477 679	594 072	52 221	26 862
10.2 Vieillesse	0	48 451 422	35 229 451	35 229 451	35 229 451
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	497 000	867 499	444 251	313 945	224 586
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 629 154	12 318 211	4 807 736	3 152 668	2 130 631
<b>Total</b>	<b>9 419 154</b>	<b>67 810 177</b>	<b>41 490 394</b>	<b>38 959 513</b>	<b>37 777 446</b>
<b>700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 000 000	1 000 000	380 000	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	300 249	249 097	97 920	39 168
04.5 Transports	61 298 287	169 029 475	61 651 889	45 083 617	44 118 128
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	250 000	403 363	165 431	69 966	62 024
04.9 Affaires économiques n.c.a.	414 001	2 004 886	981 342	717 703	619 535
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	250 000	839 587	449 840	371 285	339 983
07.4 Services de santé publique	0	1 495	598	595	595
09.4 Enseignement supérieur	5 000	129 943	57 285	47 891	39 874
09.5 Enseignement non défini par niveau	200 000	200 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>63 617 288</b>	<b>173 908 998</b>	<b>63 935 481</b>	<b>46 388 976</b>	<b>45 219 308</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	15 928 282	21 039 540	5 062 928	3 287 193	2 442 485
05.1 Gestion des déchets	9 000 000	1 000 000	950 000	280 000	280 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 620 000	1 937 246	940 925	221 751	115 388
05.3 Lutte contre la pollution	8 000	33 725	13 490	8 738	0
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	5 000	26 600	10 640	3 039	1 596
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	76 680	1 168 219	597 360	558 439	458 206
<b>Total</b>	<b>26 637 962</b>	<b>25 205 330</b>	<b>7 575 343</b>	<b>4 359 160</b>	<b>3 297 675</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	37 288 800	33 162 570	4 509 691	3 594 838	1 081 761
04.3 Combustibles et énergie	12 490 046	25 224 927	6 684 739	5 585 689	5 373 349
04.5 Transports	175 000	175 000	66 500	0	0
04.7 Autres branches d'activité	0	48 232	21 217	14 516	8 506
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	200 000	200 000	76 000	76 000	76 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	125 737	28 019 238	17 484 287	17 430 483	17 371 446
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	250 000	250 000	95 000	95 000	95 000
06.3 Alimentation en eau	8 574 706	23 620 473	1 478 933	1 093 186	705 649
07.4 Services de santé publique	0	310	124	123	123
<b>Total</b>	<b>59 104 289</b>	<b>110 700 750</b>	<b>30 416 491</b>	<b>27 889 835</b>	<b>24 711 834</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES</b>					
04.3 Combustibles et énergie	100 000	100 000	38 000	25 644	19 209
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 242 035	2 738 899	1 428 476	996 772	390 480
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	250 000	250 000	95 000	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	215 804	1 533 828	668 124	463 191	390 527
<b>Total</b>	<b>1 807 839</b>	<b>4 622 727</b>	<b>2 229 600</b>	<b>1 485 607</b>	<b>800 216</b>
<b>730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION</b>					
04.6 Communications	2 986 390	10 016 207	5 234 940	3 436 264	3 146 464
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	781 773	2 531 975	1 629 288	765 592	505 033
07.4 Services de santé publique	0	600	240	240	240
<b>Total</b>	<b>3 768 163</b>	<b>12 548 782</b>	<b>6 864 467</b>	<b>4 202 096</b>	<b>3 651 736</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>					
04.6 Communications	400 000	1 403 706	663 853	580 567	400 845
<b>Total</b>	<b>400 000</b>	<b>1 403 706</b>	<b>663 853</b>	<b>580 567</b>	<b>400 845</b>
<b>740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 640 000	1 640 000	101 127	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	25 746	2 390 827	1 104 804	629 799	488 313
06.1 Logement	10 000 000	10 142 310	56 924	36 990	23 405
06.2 Équipements collectifs	2 500 000	2 500 000	950 000	140 691	126 041
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	283 546	5 449 912	2 702 264	2 229 871	1 786 382
<b>Total</b>	<b>14 449 292</b>	<b>22 123 049</b>	<b>4 915 119</b>	<b>3 037 350</b>	<b>2 424 142</b>
<b>750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>					
01.3 Services généraux	4 177 900	6 894 820	3 452 419	3 020 177	2 277 473
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	7 000 000	7 000 000	0	0	0
06.2 Équipements collectifs	409 000	531 881	222 944	193 577	176 523
07.4 Services de santé publique	0	1 159	464	460	460
09.4 Enseignement supérieur	80 255	765 107	318 737	89 563	84 051
10.4 Famille et enfants	100 000	100 000	38 000	37 915	0
<b>Total</b>	<b>11 767 155</b>	<b>15 292 967</b>	<b>4 032 564</b>	<b>3 341 692</b>	<b>2 538 507</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 450	246 525	103 261	45 112	32 132
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	2 250 000	2 250 000	855 000	0	0
04.5 Transports	397 034	2 704 316	1 179 166	1 043 439	872 853
04.7 Autres branches d'activité	0	915 000	347 700	271 300	165 300
04.9 Affaires économiques n.c.a.	100 000	210 854	87 958	44 598	37 515
<b>Total</b>	<b>2 764 484</b>	<b>6 326 695</b>	<b>2 573 085</b>	<b>1 404 449</b>	<b>1 107 800</b>
<b>800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	250 000	369 801	149 818	129 858	59 767
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	112 350	319 194	138 257	110 973	89 230
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	192 046	1 659 870	816 908	651 132	327 166
04.9 Affaires économiques n.c.a.	150 000	242 383	103 448	61 669	49 442
<b>Total</b>	<b>704 396</b>	<b>2 591 248</b>	<b>1 208 431</b>	<b>953 633</b>	<b>525 605</b>
<b>812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	119 857	177 974	58 887	39 256	37 431
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	457 725	2 360 389	993 853	666 511	557 018
04.9 Affaires économiques n.c.a.	50 000	251 583	93 594	93 494	70 368
07.4 Services de santé publique	0	380	152	0	0
<b>Total</b>	<b>627 582</b>	<b>2 790 326</b>	<b>1 146 485</b>	<b>799 260</b>	<b>664 817</b>
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 878 260	152 472 898	34 533 291	22 388 999	18 855 288
<b>Total</b>	<b>100 878 260</b>	<b>152 472 898</b>	<b>34 533 291</b>	<b>22 388 999</b>	<b>18 855 288</b>
<b>822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	19 421 399	28 326 029	7 487 941	5 392 487	3 843 541
<b>Total</b>	<b>19 421 399</b>	<b>28 326 029</b>	<b>7 487 941</b>	<b>5 392 487</b>	<b>3 843 541</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	6 530 000	6 904 578	4 939 940	4 389 321	4 366 576
<b>Total</b>	<b>6 530 000</b>	<b>6 904 578</b>	<b>4 939 940</b>	<b>4 389 321</b>	<b>4 366 576</b>
<b>860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>					
04.7 Autres branches d'activité	369 070	756 360	314 327	200 055	123 221
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	21 059	8 423	8 163	8 163
08.2 Services culturels	539 546	1 211 131	506 391	265 999	229 202
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	220 000	898 963	435 528	291 129	257 153
<b>Total</b>	<b>1 128 616</b>	<b>2 887 513</b>	<b>1 264 669</b>	<b>765 346</b>	<b>617 741</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	-----Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	4 000 000	5 235 948	233 581	168 076	154 598
01.3 Services généraux	2 400 000	18 400 000	17 200 000	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	36 115 171	141 195 394	43 961 939	28 507 798	20 810 965
01.7 Opérations concernant la dette publique	0	115 869 640	44 756 265	35 701 045	33 331 726
02.2 Défense civile	0	1 500 000	1 180 170	1 180 170	1 180 170
03.2 Services de protection civile	0	248 725	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	22 314 819	32 210 027	6 583 774	1 753 700	965 760
04.5 Transports	23 757 288	13 621 466	5 570 598	4 946 511	3 570 598
04.6 Communications	0	312 505	239 000	107 417	99 727
04.9 Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	15 000 000	3 337 915	3 337 915	3 254 994
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	2 437 140	2 437 140	2 437 140
06.2 Équipements collectifs	11 250 000	4 433 634	707 643	184 769	145 727
07.6 Santé n.c.a.	0	10 567 756	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	0	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	20 322 463	8 066 577	6 463 875	5 819 978
<b>Total</b>	<b>129 337 278</b>	<b>383 564 089</b>	<b>134 274 602</b>	<b>84 788 414</b>	<b>71 771 384</b>
<b>TOTAL</b>	<b>796 119 780</b>	<b>2 207 651 690</b>	<b>993 914 001</b>	<b>752 920 443</b>	<b>618 946 941</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
<b>2 BUDGETS ANNEXES</b>					
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
04.7 Autres branches d'activité	1 839 935	6 345 758	3 066 124	1 678 736	1 579 841
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	77 450	36 025	6 221	6 221
09.8 Enseignement n.c.a.	0	91 000	41 400	10 424	10 424
<b>Total</b>	<b>1 839 935</b>	<b>6 514 208</b>	<b>3 143 549</b>	<b>1 695 381</b>	<b>1 596 486</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 839 935</b>	<b>6 514 208</b>	<b>3 143 549</b>	<b>1 695 381</b>	<b>1 596 486</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018**

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
<b>3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>					
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	61 786 270	61 786 270	28 739 745	25 411 034
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	40 000 000	40 000 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>40 000 000</b>	<b>101 786 270</b>	<b>61 786 270</b>	<b>28 739 745</b>	<b>25 411 034</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	2 616 620	2 616 620	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 616 620</b>	<b>2 616 620</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
10.4 Famille et enfants	0	800 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	846 750	1 300 000	650 000	274 527	0
<b>Total</b>	<b>846 750</b>	<b>1 300 000</b>	<b>650 000</b>	<b>274 527</b>	<b>0</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES</b>					
04.3 Combustibles et énergie	515 000	1 263 750	440 358	216 943	174 324
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	35 000	865 000	105 000	91 285	77 789
<b>Total</b>	<b>550 000</b>	<b>2 128 750</b>	<b>545 358</b>	<b>308 229</b>	<b>252 113</b>
<b>750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>					
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	1 192 560	0	0
<b>Total</b>	<b>2 981 400</b>	<b>2 981 400</b>	<b>1 192 560</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>51 994 770</b>	<b>116 613 040</b>	<b>64 174 188</b>	<b>29 322 500</b>	<b>25 663 147</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>849 954 485</b>	<b>2 330 778 938</b>	<b>1 061 231 738</b>	<b>783 938 325</b>	<b>646 206 574</b>

**ANNEXE 5 :**

**SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT  
EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT  
(BSI) PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2018.**

## RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2018

(En millions de FCFA)

N°	MINISTERES/ INSTITUTIONS	Coût du projet	Nom bailleurs	Montant Accord	Nature du financement			Cumul décaissements au 31/12/2017	Dotation 2018			Etat d'exécution du 1er Trimestre 2018				Etat d'exécution du 2ème Trimestre 2018				Etat d'exécution cumulée au 30 juin 2018			
					Prêt	Subv	Total		Prêt	Subv	Total	Prêt	Subv	Total	Taux	Prêt	Subv	Total	Taux	Prêt	Subv	Total	Taux
1	714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	13 170	IDA, Danemark	17 127	-	16 618	11 303	900	-	9 383	9 383	-	481	322	3	-	663	663	7	-	1 144	1 144	12,19%
2	700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	119 434	BOAD, BID, OPEP, KOWEIT, Exim BANK, FED, BM	3 017	20 500	-	20 500	129 633	56 000	-	56 000	4 542	-	4 542	8	1 958	-	1 958	3	6 500	-	6 500	11,61%
3	323 MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	60 650	IDA, IMF, PAPAM, FIDA	55 353	28 322	26 931	55 253	13 874	3 750	4 750	8 500	2 178	756	2 934	35	2 796	599	3 395	40	4 974	1 355	6 329	74,46%
4	820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	288 161	EXIM BANK, OFID, FSD, FKDEA, BOAD, BID, BM, FAD, BAD, BIDC, FIDAB, FEM, Belgique	346 402	172 779	31 279	204 058	164 624	47 443	23 157	70 600	7 384	4 851	12 235	17	7 474	3 398	10 872	15	14 858	8 249	23 107	32,73%
5	822 MINISTERE DE L'ELEVAGE TE DE LA PECHE	22 500	BM, Belgique, BAD, BID	22 500	22 500	-	22 500	1 924	11 000	1 150	12 150	909	179	1 088	9	1 415	-	1 415	12	2 324	179	2 503	20,60%
6	640 MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	55 498	PNUD	2 200	-	2 200	2 200	2 036	-	3 000	3 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
7	410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	13 000	IDA, BID	38 622	7 000	31 622	38 622	2 477	2 000	5 500	7 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
8	412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	15 500		15 500	7 000	9 500	16 500	4 052	3 000	2 000	5 000	119	11	130	3	706	1 957	2 663	53	825	1 968	2 793	55,86%
9	720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	289 434	IDA, BOAD, FAD, AFD, UE, BEI, BID, BAD, Coop Italia, KfW, UEMOA.	284 620	205 011	74 609	279 620	107 546	36 807	18 346	55 153	3 960	227	4 187	8	2 063	7 098	9 161	17	6 023	7 325	13 348	24,20%
10	750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	24 865	BM	24 865	24 865	-	24 865	576	7 000	-	7 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
11	380 MINISTERE DU COMMERCE	-		4 569	-	4 569	4 569	4 908	-	533	533	-	-	-	-	-	372	372	70	-	372	372	69,79%
12	310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-	IDA	35 000	-	37 500	-	2 777	2 000	13 000	15 000	-	1 208	1 208	8	-	-	-	-	-	1 208	1 208	8,05%
13	185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	985	PNUD	300	-	300	300	50	-	181	181	-	13	13	7	-	13	13	7	-	26	26	14,36%
<b>TOTAL</b>		<b>903 197</b>		<b>850 075</b>	<b>487 977</b>	<b>235 128</b>	<b>680 290</b>	<b>435 377</b>	<b>169 000</b>	<b>81 000</b>	<b>250 000</b>	<b>19 092</b>	<b>7 726</b>	<b>26 659</b>	<b>98</b>	<b>16 412</b>	<b>14 100</b>	<b>30 512</b>	<b>224</b>	<b>35 504</b>	<b>21 826</b>	<b>57 330</b>	<b>22,93%</b>

Source : DNP, juin 2018